

les Conférences Pugwash, de la paix 1995

Déclaration du Conseil de Pugwash international, Hiroshima, le 23 juillet 1995

Il y a cinquante années, deux bombes atomiques américaines détruisaient les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki. Ces deux champignons atomiques, et l'horrible dévastation qui s'en suivit, marquèrent la fin de la guerre la plus destructrice de l'histoire et initièrent une ère nouvelle, dominée par la menace qu'une guerre nucléaire globale pourrait faire plus de ravages en six heures que la seconde guerre mondiale n'en avait fait en six années.

Notre civilisation a eu la chance de survivre ce demi-siècle sans qu'il n'y ait eu de guerre nucléaire et, en fait, sans autre explosion d'une arme atomique sous l'effet de la colère. Cela peut être en partie le résultat d'une sage retenue et d'une bonne gestion, mais cela tient aussi en partie à la chance.

Pendant ces cinquante années, le nombre de nations déclarant détenir l'arme nucléaire est passé de un à cinq, le nombre de pays possédant la bombe sans l'avoir déclaré est passé de zéro à trois, ou plus ; le nombre total d'armes nucléaires sur la planète a atteint une valeur maximale de 70 000 avant de commencer à décroître progressivement.

Durant cette période, la menace de l'emploi de l'arme nucléaire a été utilisée de façon explicite de temps en temps, et de façon implicite, en permanence. L'emploi de l'arme nucléaire a été envisagé sérieusement plus souvent qu'on ne voudra bien l'admettre, et il a été évité de justesse plus d'une fois, la crise nous ayant amené au bord de la guerre mondiale n'étant résolue que grâce à un apaisement de dernière minute. Une analyse détaillée de l'histoire n'offre pas la possibilité de prétendre que, dans un monde doté d'armes nucléaires, on arrivera indéfiniment à s'abstenir de leur usage.

Au contraire, il ne pourra y avoir de sécurité véritable face à la destruction nucléaire que le jour où les armes elles-mêmes auront été détruites, où l'on aura renoncé à leur possession, où leur production aura été interdite et leurs composants rendus inaccessibles à ceux qui pourraient chercher à enfreindre l'interdiction de ces armes. En fait, une sécurité véritable demandera encore plus. Puisque la connaissance des principes de la fabrication des armes

nucléaires ne peut être effacée de la mémoire humaine, et puisque, dans la situation extrême d'une guerre, les nations qui y auraient préalablement renoncé, pourraient se précipiter dans la production de nouvelles armes, il sera nécessaire d'éliminer la guerre comme moyen de résoudre les différends entre les nations.

Ce point de vue peut sembler utopique, mais le rejeter revient à accepter, non seulement la possibilité, mais l'inévitabilité, qu'un jour, quelque part, un nombre considérable d'individus périsse à nouveau sous des champignons nucléaires tels que ceux qui ont anéanti Hiroshima et Nagasaki, il y a cinquante ans. Il pourrait y avoir des centaines ou des milliers de champignons nucléaires dans la secousse insensée d'une guerre nucléaire majeure ; il pourrait y avoir un champignon ici, plusieurs là, résultant d'actes isolés de violences nucléaires, commis par des nations en guerre, par des factions lors de guerres civiles, ou par des terroristes.

Cependant, quelque soit le nombre de champignons nucléaires et les lieux où ils exploseraient, nous déclarons qu'une telle issue est inacceptable et doit être évitée. Cela ne sera le cas que si les armes nucléaires, et finalement la guerre elle-même, sont bannies de cette planète.

La fin de la guerre froide, et le début d'importantes réductions dans les énormes arsenaux nucléaires qu'elle avait engendrés, ont donné au monde l'opportunité sans précédent de franchir de nouvelles étapes décisives vers la réalisation de ces objectifs. Cette opportunité doit être saisie, sinon elle sera perdue... et la civilisation pourrait aussi être perdue.

En conséquence, cinquante années après la destruction nucléaire d'Hiroshima et de Nagasaki, nous, les membres du Conseil des Conférences Pugwash sur la science et les affaires mondiales, réaffirmons que nous nous consacrons aux objectifs du Manifeste Russell-Einstein de 1955 qui a été à l'origine de Pugwash, que sont l'abolition des armes nucléaires et l'abolition de la guerre. Nous invitons l'humanité toute entière à nous rejoindre dans cette effort.

**DÉBAT**

La solitude des antinucléaires français ?

« Les opposants français à l'atome ont obtenu très peu de victoires sur le terrain », a écrit Roger Cans dans *Le Monde* du 29-30 octobre 1995. Peut-être, mais leur opposition fut réelle et forte. Elle continue de l'être et mérite mieux qu'un survol rapide et incomplet sur un ton badin et détaché. S'il n'y a pas eu de « grands rendez-vous antinucléaires », du moins des actes furent-ils posés, lucides et courageux, face à l'apathie générale. Histoire mal connue ou méconnue parce que le grand public a été désinformé et invité à gober sans discussion les thèses officielles. Nous publions la lettre que Jean-Pierre Lanvin, figure importante du mouvement de paix sur Lyon, a adressée au *Monde* en réponse à l'article de Roger Cans.

Jean-Pierre Lanvin

Tout a été fait systématiquement et sans contrôle démocratique pour rendre irréversible notre dépendance vis-à-vis du nucléaire. Toute velléité de recherche en vue de diversifier et décentraliser nos sources d'énergie fut bridée, toute critique du "consensus" admiratif pour la bombe fut étouffée. Ainsi les bonnes gens ont-ils été manipulés, infantilisés par une grande presse, par des médias audiovisuels, par une publicité, asservis aux pouvoirs politique, financier, économique, militaire. Le matraquage médiatique d'EDF et du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) a réussi à anesthésier un public rendu malléable, flatté d'appartenir au pays le plus malin et réduit à savourer son confort sans mot dire et sans maudire.

Nos grands savants atomistes, Becquerel, Curie, Joliot, Langevin et Leprince-Ringuet sont placés sur un piédestal inattaquable. Et pendant ce temps, Albert Schweitzer est cantonné dans l'image rassurante du "french doctor", ami des petits Noirs et des biches de la forêt ; le biologiste Jean Rostand n'est évoqué qu'en compagnie de ses grenouilles ; le professeur Alfred Kastler en digne membre de l'Institut ; Théodore Monod en philosophe du désert ; les humeurs du com-

mandant Cousteau sont escamotées ou passées sous silence ; les prévisions alarmistes du généticien Albert Jacquard sont quasi ignorées. Et pourtant cette dernière pléiade de grands savants vaut bien la première ! Pourquoi occulter soigneusement leur opposition déterminée au nucléaire ? (Avec quelques nuances entre eux, bien entendu.)

Derrière ces savants de renommée internationale, en même temps et parfois les précédant, se sont levés des intellectuels, des poètes, des artistes, des hommes et des femmes de cœur et de foi, dont les convictions et les intuitions sont au moins aussi sûres qu'une connaissance scientifique aujourd'hui sujette à la relativité. Leur élan instinctif de survie pour dire non au nucléaire (tantôt militaire, tantôt civil, parfois les deux) peut être mis en balance avec des certitudes présentées comme raisonnables aux descendants de Descartes. Certitudes abstraites et innocentes pour le commun des mortels, mais converties en efficacité redoutable quand elles sont récupérées par le complexe militaro-banco-industriel. Pourquoi les chantages d'un "avenir radieux" promis par des chercheurs passionnés de connaissance pure mériteraient davantage notre adhésion que la petite cohorte des moralistes qui tirent courageusement la sonnette d'alarme : René Char, Denis de Rougemont, Lanza del Vasto, Paul

Virillio, Roger Garaudy, Bernard Clavel, Le Clézio, Robert Merle, Dominique Halévy, René Dumont, Jacques Ellul, Daniel Parker, Solange Fernex... Grâce à eux, nous sommes invités à réfléchir sérieusement sur le vieil adage classique : « *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme.* »

N'oublions pas non plus l'humble bataillon des militants de base qui se sont engagés vaillamment contre la fatalité nucléaire

La première manifestation fut, à Pâques 1958, l'invasion de l'usine de Marcoule... où l'on préparait la bombe atomique en secret : on y fabriquait le plutonium à cet effet. L'affaire fut menée rondement, sous la houlette de Robert Barrat, journaliste à *Témoignage chrétien*, du pasteur André Trocmé et de Lanza del Vasto qui animaient alors un rassemblement de réflexion sur l'action non-violente. Il fallut trois vagues de policiers pour dégager les 82 volontaires assis dans la cour intérieure devant les bâtiments administratifs : les gardes affectés à la sécurité de l'usine, les gendarmes de Bagnols-sur-Cèze et d'Uzès, enfin les CRS appelés à la rescousse par le sous-directeur. Alfred Nahon, spécialiste de la prévention contre le danger nucléaire était parmi nous, également un reporter de *Radio-Genève* et Pierre Martin, militant pacifiste. Films et photos furent confisqués par la police. Cette fameuse journée fut suivie par une campagne d'information auprès du personnel et de la population locale.

L'été suivant, l'installation d'un camp de protestation devant Marcoule, sur un terrain loué à des paysans avec l'active complicité des voisins, entraîna de nouveau l'intervention musclée de la gendarmerie. Nous fûmes interdits de séjour dans le département du Gard. Un camp de 8 jeûneurs s'installa alors à la limite du département, mais sur le territoire du Vaucluse où était établie la communauté de l'Arche, avec l'aimable sympathie d'un préfet ami des belles lettres. Quinze jours à l'eau claire devant une route passagère

où l'on voyait défilier les bus des employés se rendant à l'usine. Ils nous faisaient des signes de sympathie, un ingénieur démissionna, un autre paya nos tracts d'information...

Simultanément, une dizaine d'autres jeûneurs, dont Lanza et Pierre Souyris, professeur à la Sorbonne, campèrent devant le Palais des Nations à Genève où se tenait une conférence des experts Est-Ouest sur le contrôle des expériences nucléaires. Les compagnons de l'Arche et des habitants de Marcoule signèrent un appel pressant au général de Gaulle : « *Si la France, par votre bouche, disait : "Je peux faire ma bombe, même sans aide étrangère et sans la permission de personne, mais je m'y refuse... Je repousse cette forme de défense qui expose à l'anéantissement ce qu'on prétend défendre..." Alors oui la France donnerait au monde une leçon et se placerait première, au lieu de se mettre en queue dans le cortège des fous...* »

En septembre 1959, la FFCAA (Fédération française contre l'armement atomique, dont faisait partie Jean Rostand, François Mauriac, Georges Duhamel), accueillit en France M. et M^{me} Brunner, couple anglais qui parcourait le monde avec une exposition de photos prises lors des explosions sur Hiroshima et Nagasaki, intitulée : « *Nulle part où se cacher.* » Des milliers de visiteurs purent considérer les conséquences épouvantables et irréversibles d'un conflit nucléaire. À Lyon, les Brunner nous donnèrent les doubles de leurs photos. Nous les multiplîâmes et les répercutâmes en Provence, en Bretagne, en Franche-Comté, à Paris et partout ailleurs.

Le 13 février 1960 la première bombe française explose à Reggane, au cœur du Sahara, et... en pleine guerre d'Algérie !

Aussitôt le "Cercle Tocqueville" se réunit à Lyon autour de Maître Claude Bernardin, Robert Butreau, journaliste, Renée Dufour, professeur de lettres, du pasteur Jean Lasserre, du père Paul Clément. Je n'oublierai

jamais le cri de colère d'Alban Vistel, grand résistant lyonnais : « *J'ai honte pour la France !* », en réponse au trop fameux : « *Hourra pour la bombe !* », lancé par de Gaulle.

Le dimanche 21 février, Joseph Pyronnet anima une manifestation place Bellecour dans le cadre de l'Action civique non-violente (ACNV). Nous marchâmes ensuite dans la ville jusque sur la colline de Fourvière avec une banderole : « *Non à la bombe, non à toutes les bombes.* » Nous eûmes droit à une belle photo dans *Le Progrès*...

Commencent alors des marches antinucléaires à travers la France

En 1962 à Lyon, un chantier du Service civil international (SCI) dans un quartier insalubre, est suivi par une marche à travers la ville sous une banderole : « *Notre force de frappe : la solidarité.* » L'année suivante le pasteur Jean Lasserre prend la tête d'une nouvelle marche à travers le parc de la Tête d'Or. Peu à peu la FFCAA est remplacée par le MCAA (Mouvement contre l'armement atomique), mieux structuré et qui touche un public plus large.

Chaque année aux environs de Pâques, des foules défilent à travers les grandes villes françaises. À Lyon, Junior Gauzit, astronome à l'Observatoire de Saint-Genis-Laval, et Suzanne Gerbe, professeur de lettres, conduisent ces marches. Nous allons d'abri antiatomique en abri antiatomique, alerter les gens sur l'épée de Damoclès qui pend sur nos têtes. À Marseille, les "trois mousquetaires" (trois amis groupés autour de Pierre Souyris) font un remarquable travail d'information dans les lycées et dans les rues. Deux années de suite, en 1964 et 1965, à Saint-Priest-la-Prugne, nous protestons contre l'exploitation militaire des mines d'uranium.

Dès 1964, nous débordons les frontières. Des familles profitent de leurs vacances en Angleterre pour se joindre aux grandes marches internationales. La même année, Pax Christi, organisme d'Église, lance un « *Tour d'Europe*



Manifestation du Garm célébrant l'enterrement de l'atoll de Moruroa. Au premier plan : Jean-Pierre Lanvin

pour la paix », en écho à la courageuse lettre de M^{gr} Guilhem, évêque de Laval : « *Simple réflexions sur le péril atomique.* » En 1965, une imposante foule européenne se retrouve à Bâle en Suisse avec une importante délégation française. Par ailleurs deux Français, Jean Neveu et Erwan Chataigné, font partie de l'équipage international qui se rend, à travers l'Europe et la mer Baltique jusqu'à Leningrad, où ils protestent contre les explosions soviétiques. Après un accueil mouvementé, ils sont refoulés par la marine...

Parallèlement, des meetings et des expositions tentent de réveiller l'opinion publique. 1963 : Bernard Boudouresque, ingénieur à Saclay et prêtre de la Mission de France, nous informe sur « *les armes nucléaires et nous* ». 1964 : le professeur Kastler vient à Lyon accueillir des *Hibakushas*, survivants d'Hiroshima et de Nagasaki. Salle comble à la mairie du 6^e arrondissement et manifestation sur le quai de la gare de Perrache. 1965 : Salle de la chapelle du lycée Ampère : « *Devant l'horreur de la bombe atomique, action ou démission ?* » 1967, une exposition : « *Guerre juste à l'heure atomique ?* »

se promène en ville. Nous ne manquons pas une occasion d'animer la projection de films comme *Le docteur Folamour*, *Hiroshima mon amour*, *Point limite* et le fameux film anglais : *La bombe*. En février 1964, nous faisons venir à Lyon la Comédie de Saint-Étienne avec Jean Dasté. Ils jouent la pièce de Gabriel Cousin : *Le Fukuryu Maru*, histoire de ces pêcheurs japonais qui reçurent en plein visage l'embrun brûlant de la poussière atomique, émanant de l'explosion de la première bombe H dans l'atoll de Bikini par les USA.

Dès 1963, l'Action civique non-violente dénonce la mise en place d'un système de mobilisation militaire des civils

Jo Pyronnet signe un document : *Défense nationale à l'âge atomique ou l'heure du choix*. Des textes officiels mettent en place un service de défense qui représente une mobilisa-

tion permanente de tous les Français sous le couvert rassurant d'affectation individuelle ou collective. L'ordonnance du 7 janvier 1959, la loi du 21 juillet 1962, le décret du 23 novembre 1962, l'instruction du 10 juillet 1963, prévoient que tout civil relève désormais de l'autorité militaire, avec en cas de faute, l'application des sanctions prévues par la discipline générale des armées. Ainsi tout citoyen et toute citoyenne est mis en carte sur un fichier national. Logique de défense fondée sur la préparation de la guerre totale incluant la force de frappe atomique. Beaucoup de mes amis et moi-même avons refusé de signer "l'état du personnel" présenté par nos employeurs. Je tiens à disposition un échange de lettres assez vif et pittoresque avec le préfet de la Côte-d'Or, en avril 1965. L'ACNV propose des armes et un combat nouveaux : la logique de la paix par le service civil, un combat pour la justice et la liberté commencé avec les réfractaires à la guerre d'Algérie sur des chantiers sauvages, poursuivi maintenant avec les objecteurs à l'arme atomique sur des chantiers de service social ou humanitaire.

Le concile de Vatican II est l'occasion d'inciter les évêques à se prononcer clairement contre les armes de destruction massive. Des femmes, des hommes déterminés prennent le jeûne à Rome (10, 20, 40 jours) pour mettre l'Église devant ses responsabilités. Des petites phrases encourageantes sont enfin prononcées...

Après mai 68, à Lyon, le GARM prend le flambeau de la contestation nucléaire

Le Groupe d'action et de résistance à la militarisation soutient d'abord le renvoi des papiers militaires ou leur destruction sur la voie publique. Nous en avons brûlé plusieurs dizaines sur le parvis de l'église Saint-Bonaventure.

Surtout, depuis que, en 1966, les essais nucléaires ont été transférés du Sahara vers la Polynésie, nous marquons presque chaque nouveau tir par une protestation publique : enchaînement à l'angle de la place Bellecour avec le pasteur René Cruse. La photo fit le tour du monde jusque dans la presse des îles du Pacifique. Nous célébrons l'enterrement de l'atoll de Moruroa à travers les rues de Lyon dans un style digne des films de Ingmar Bergman. Nous diffusons à temps et à contretemps le discours de Jean Rostand traitant de Gaulle de « *Jupiter en jaquette* ».

Notre action la plus spectaculaire fut la dénonciation du PC atomique du Mont Verdun à 10 km au nord de Lyon. Dans la nuit du 30 au 31 janvier 1971, 7 militants investissent les souterrains, s'introduisent dans la salle de commandement et décoorent les murs d'inscriptions pacifiques : « *Lyon, ni Pentagone, ni Hiroshima.* » Découverts au petit matin, ils sont conduits manu militari à la gendarmerie de Limonest. Il s'ensuit un procès retentissant... Ainsi est rompu le silence qui entourait la construction d'un poste de commandement n° 2, destiné à suppléer celui de Taverny en cas de défaillance. Une conférence de presse animée par René Cruse, commencée dans un bistrot, se termine, à la barbe

des RG, dans les souterrains du PC atomique que nous envahissons de nouveau avec les journalistes. *France-Soir* titre : « *Ils ont forcé la porte de la force de frappe.* » L'année suivante, dans la nuit du 30 au 31 janvier 1972, anniversaire de la première invasion, les militants pénètrent à nouveau par surprise dans le PC du Mont Verdun. Installés pendant plusieurs heures dans la salle de commandement, nous sommes découverts par la police de l'air, interrogés minutieusement et expulsés sur ordre du ministre de la défense, Michel Debré... Le colonel responsable de la base est limogé et le conseil des ministres fait approuver un projet de loi tendant à faire juger par un tribunal correctionnel « *les personnes qui entrent illégalement dans une enceinte militaire* ».

Entre ces deux incursions, le 19 juin 1971, 5 000 marcheurs se rendent sur le Mont Verdun. Nous faisons étape à Vaise où Maître Jean-Jacques de Félice, de la Ligue des droits de l'homme, prend la parole devant le monument aux morts civils des bombardements de 1944. À la Duchère, nous sommes reçus par le pasteur Jacques Walter. À Saint-Didier au Mont-d'Or, depuis le seuil de l'église, le père Jean Toulat condamne la bombe et nous exhorte à la paix. Au dessus du PC atomique, sur un champ loué à des paysans, une immense fête nocturne se déroule avec la participation du comédien Jean Dasté et du conteur Henri Gougoud.

Peu après, l'armée organise un défi militaire destiné à rassurer la population des alentours du PC atomique. Nous le perturbons en déployant une banderole antinucléaire au milieu des troupes marchant au pas cadencé... Une belle nuit sans lune, nous volons un cheval de frise qui barrait l'entrée d'un souterrain ; 15 jours plus tard, nous le restituons à son propriétaire, Michel Debré, qui passait par Lyon.

Enfin, nous avons fait le voyage de Valduc en Côte-d'Or. Nous nous sommes heurtés à un mur infranchissable autour de cette usine étrange où l'on assemble les éléments de la bombe au milieu des bois...

Qu'étions-nous pour nous obstiner ainsi ? Une petite équipe à l'imagination fertile, fortement soudée par l'ami-

tié et la volonté de passer à l'acte au-delà des discussions et arguties interminables qui sévissaient dans les partis et mouvements théoriquement opposés au nucléaire. Et autour de nous, en cercles concentriques, une centaine de militants plus ou moins engagés, enfin des milliers de sympathisants et quelques complicités en ville. Avec humour, nous avons toujours déjoué les tables d'écoutes téléphoniques et autres infiltrations policières.

Plus tard, en 1975, une autre fine équipe, réunie autour des hebdos *La Gueule ouverte* et *Guignol* prend pour cible les centrales nucléaires civiles...

Qui, conformément au plan Messmer, commencent à truffer le couloir rhodanien de leurs chantiers inquiétants. Deux journalistes (sic), Pierre Fournier et Arthur, inventent un style nouveau d'écriture qui enchante les joyeux contestataires. Ils se retrouvent en foule pour une marche de 40 km, depuis la centrale de "Bugey-cobaye" jusqu'à Lyon. Place Bellecour, danses, farandoles et feux de joie amorcent une "fête des fous", moyenneuse tradition qui sera reprise l'année suivante dans les rues de la ville avec mise en boîte de tous les nucléocrates de la planète et leurs valets serviles.

Nous concentrons alors nos énergies à dénoncer le surgénérateur Superphénix, situé à Creys-Malville, à 50 km à l'est de Lyon. Durant sa construction, deux étés de suite, d'immenses foules européennes tentent d'envahir les abords du chantier. En juillet 1976, avec un certain succès : quelques manifestants, dont Lanza del Vasto, traversent un barrage policier et pénètrent en terrain interdit. Des charges de CRS font quelques blessés légers mais les campings résistent aux alentours. L'année suivante, en juillet 1977, une pluie diluvienne, une impréparation notoire, la bêtise d'une poignée de casseurs "autonomes", c'est-à-dire n'obéissant à aucune consigne, et l'acharnement d'un sous-préfet hysté-



rique, transforment ce qui devait être une fête internationale en "retraite de Russie", sous la fumée des grenades lacrymogènes... et offensives ! Résultat : deux blessés graves et la mort de notre ami Vital Michalon.

Mais "le combat continue" sous une autre forme : un commando anti-nucléaire envahit par surprise les locaux de la Nersa, société chargée de la construction de Superphénix. Nous ne quittons le bureau du directeur qu'après avoir obtenu des réponses (assez évasives, il est vrai), aux questions précises et embarrassantes sur la sécurité, que nous lui avons posées par courrier et auxquelles il n'avait pas daigné répondre.

Le 16 décembre 1976, un rendez-vous est enfin accepté au ministère de l'industrie à Paris. Dialogue serré entre des amis ingénieurs spécialistes et des responsables officiels. Nous restons sur notre faim... et allons bientôt le faire savoir.

Le 11 mars 1977, 14 militants s'introduisent à nouveau par surprise dans les bureaux de la Nersa et raflent 60 kg de documents, dont quelques-uns "confidentiels". Nous nous empressons de les publier... Deux d'entre nous sont interceptés par une patrouille de police. Aussitôt les 12 autres se déclarent solidaires et nous avons le plaisir d'être tous inculpés de "vol". Nous attendons encore la suite... Pendant ce temps à Grenoble, un autre commando s'empare subrepticement du plan Orsec-Rad prévu "en cas de malheur" et tenu secret. Bien entendu nous le publions.

Revenons à l'opposition au nucléaire militaire

De 1981 à 1985, des "Artisans de paix" se manifestent en silence dans les rues.

À l'initiative de Strasbourg, 40 villes françaises et européennes voient des dizaines de porteurs de pancartes interpeller les passants sur notre responsabilité individuelle ou collective face à la course aux armements de destruction massive. De ces chaînes de silence quasi hebdomadaires, se

détache l'un ou l'autre pour expliquer notre geste et répondre aux questions. Ainsi nous créons des îlots de réflexion au milieu de la foule. Trois points d'orgue : les 6 et 7 août 1983 un immense rassemblement sur le Plateau du Larzac : Pour le gel nucléaire, avec la participation du chanteur Graeme Allwright et du pianiste Miguel Angel Estrella, fondateur de "Musique espérance". Un "Jeûne pour la vie" en août-septembre 1983 autour de Solange Fernex et de Michel Nodet. Au 34^{ème} jour de jeûne, M. Bérégovoy, alors ministre de la solidarité, leur rend visite et exprime « *le grand respect du gouvernement devant cet acte de courage* ». Enfin, commencent en 1981 les jeûnes annuels du 6 au 9 août, anniversaires d'Hiroshima et de Nagasaki face au PC nucléaire de Taverny en Seine-et-Oise. Ce qui donne naissance à la "Maison de vigilance" où veille en permanence une équipe déterminée. Le savant Théodore Monod y est le plus fidèle, encore en cette année 1995.

Depuis 1989, Stop essais mène une campagne internationale pour l'arrêt des essais nucléaires

Cette coordination de mouvements nationaux, groupes locaux et communautés a déjà participé :

— à la première rencontre internationale des victimes, parlementaires et citoyens, au Kazakhstan, en mai 1989. En liaison avec l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire (AMFPGN) et avec le Mouvement de la paix, Michel Nodet et moi-même, nous nous sommes joints aux manifestations des paysans qui protestaient aux abords du polygone de tir de Semipalatinsk où avaient lieu les essais soviétiques ;

— aux manifestations internationales contre les essais américains et anglais dans le Nevada en janvier 1991 ;

— aux rencontres internationales d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1991 ;

— à l'élaboration du projet de Traité

d'interdiction totale des essais, en Suède en 1992 ;

— au colloque de Nanterre avec 56 organisations françaises en octobre 92 ;

— à la manifestation devant l'Opéra le 7 juin 1993 ;

— à la remise des pétitions au président de la République le 8 décembre 1993 ;

— à la campagne européenne pour un moratoire des essais nucléaires français en 1992, en lien avec la coordination "Solidarité Europe Pacifique". 100 000 signatures européennes, dont 50 000 françaises, ont été déposées à l'Élysée. Cette pression populaire n'a pas été étrangère à la décision du président Mitterrand d'arrêter les essais, (en souvenir peut-être aussi du temps où il participait à des meetings de protestation en compagnie de Jean Rostand, Claude Bourdet et Morvan Lebesque à la Mutualité en 1966 ?).

Ce résultat, acquis grâce à un travail de longue haleine des mouvements antinucléaires en général et de Stop Essais en particulier, est remis en cause par la stupide décision de Chirac de reprendre les tirs. Incohérence et fanfaronnade démolissent l'image de la France à l'étranger. Nous reprenons notre bâton de pèlerin... En août-septembre 1995, une délégation de Stop essais et des communautés de l'Arche se joint aux paysans du Larzac et s'envole pour Tahiti soutenir le peuple maohi humilié, ignoré, écrasé, réduit à l'état de chose que l'on manipule comme les autres peuples traditionnels chez qui les puissants de ce monde expérimentent leurs engins de mort. Nos amis sont donc reçus par Oscar Temaru, maire de Faa'a et représentant authentique de la population jeune et exclue, par l'Église évangélique, depuis toujours à la pointe du combat contre les essais et par Marie-Thérèse Danielsson, établie depuis plus de 40 ans à Tahiti, où elle lutte pour le respect et la dignité du peuple polynésien et contre la présence du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP). Elle mériterait bien le titre de "femme de l'année" ! Avec son mari Bengt, ils sont lauréats du prix Right Livelihood, prix Nobel alternatif 1991.

Pendant deux mois septembre et octobre 1995, des membres de Stop essais se relaient Pour tenir un stand

d'information en plein cœur de Paris, face au Forum des Halles. Entre 200 et 500 signatures par jour sont récoltées auprès d'un public nombreux et varié. Occasion de prendre un contact direct et réel avec la population et de l'inviter à participer à la marche du 30 septembre qui rassembla au moins 10 000 personnes à travers la capitale. Nous sommes présents à la réception du maire d'Hiroshima, M. Takashi Hiraoka, venu protester à Paris et que Chirac n'a pas daigné recevoir !

En même temps à Millau, un "Village de la paix" plante ses tentes dans le jardin de la mairie pour interpeller la population sur la reprise des essais. De même, il faut de l'enthousiasme et une incontestable adhésion populaire pour rassembler plus de 10 000 antinucléaires devant la base des sous-marins atomiques de l'île Longue au fin fond de la Bretagne à la mi-octobre 1995. Il faut aussi de la persévérance pour résister à l'ambiance générale de Toulon, autre base militaire, et témoigner d'une autre défense : c'est ce que font depuis des années Olivier Maurel et son équipe. À Bordeaux, le docteur Vialletel fait un travail remarquable sur le nucléaire en général.

Enfin, après la grande époque du MCAA, sous la houlette de Jean Rostand, ce mouvement des premiers jours, s'est redéployé en MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté), avec Claude Bourdet et aujourd'hui Bernard Ravenel. Il poursuit un travail d'éducation politique dans plusieurs villes. Les numéros de sa revue, *Alerte atomique*, sont des documents précieux pour tout militant antinucléaire décidé à contrer la "pensée unique" en matière de défense, cette fameuse idéologie de la dissuasion qui exige des armements sans cesse renouvelés et bloque nécessairement tout processus de désarmement. Ainsi nous sommes invités à réfléchir sur cette alternative : comment remplacer la dissuasion nationale, porteuse de toutes les escalades de la part des autres nations par un autre système de défense : la sécurité commune, qui implique une rupture de mentalité : accepter l'ennemi possible comme partenaire indispensable, dont la sécurité et la stabilité

sociale et écologique seront le garant de ma propre sécurité. Nous voilà arrivés à une dimension internationale, la sécurité commune et sans frontières. Vaste programme !

Ainsi depuis les années 50, face au délire collectif des différents pouvoirs, face au "consensus mou" du grand public, nous avons tenté de relever le défi

Notre opposition fut certes limitée, mais suffisamment fervente et variée pour que Jean-Marie Colombani ait jugé bon de se déplacer en novembre 1977 pour nous rendre visite et essayer de comprendre « *ce qui nous faisait courir* »... De son côté, pendant les années 70, Jean-Marc Théolleyre, alors correspondant du *Monde* à Lyon, a rendu compte de nos faits et gestes avec un détachement mêlé de sympathie.

Aujourd'hui, nous nous tournons avec espoir vers cette presse sérieuse que représente pour nous le journal *Le Monde* et nous nous permettons de vous poser amicalement quelques questions. Pourquoi avons-nous si peu de relais dans l'opinion publique ? Sinon à cause d'une presse qui ne semble pas avoir pris la mesure du travail, inlassable qui fut, qui est toujours aujourd'hui le fait de ces équipes diverses et résolues dont je viens de retracer l'histoire ? Certes, des articles plus ou moins folkloriques sont agréables à lire, mais insuffisants et parfois injustes.

Ainsi comment pouvez-vous écrire que « *jamais un bateau français ni un mouvement tricolore n'a combattu dans les atolls* » ? N'avez-vous jamais entendu parler d'un bateau nommé *Liberté*, le *Fri* et de son épopée dans les eaux interdites du Pacifique en 1973, avec mon ami Gilbert Nicolas, membre de l'équipage ? Vous aviez pourtant publié un article de sa femme dans *Le Monde* du 17 juillet 1973, intitulé : « *La protestation du Fri*. » Cette aventure précéda celle du "Bataillon

de la paix" qui, avec Jacques de Bollardière, Jean-Marie Muller et Jean Toulat, se fit arraisonner pareillement par la marine nationale. De nouveau cet été, José Bové, paysan du Larzac, se trouvait sur le zodiac de Greenpeace qui pénétra dans le lagon de Moruroa. Enfin, Jacques Gaillot, « *le petit évêque de nulle part et de partout ailleurs* », se trouvait exactement là où il devait être pour sauver l'honneur d'une Église qui galope modérément vers le martyre, quand il s'agit de se démarquer du pouvoir.

Nous qui sommes des opposants de la première heure, habités par des convictions profondes plus que par des opinions versatiles, nous sommes surpris de lire dans votre journal : « *À ses débuts, l'activité nucléaire, qu'elle soit civile ou militaire, ne s'est heurtée à aucune résistance en France.* » Nous revendiquons une "dignité antinucléaire" qui fait notre fierté et qui sera peut-être un jour reconnue par les générations futures, quand elles nous demanderont des comptes... posthumes. Depuis le "clown atomique" (alias Jean Kergrist), qui promène sa carriole de vérité sur les routes de France et de Navarre, jusqu'au très sérieux CDRPC, qui, avec sa revue *Damoclès*, fait référence en la matière, ainsi que le tout nouveau *Rapport 1995* opportunément tiré de l'Observatoire des transferts d'armements, en passant par la revue *Silence* et le très actif comité Stop Malville, en passant également par la CRIL-RAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) qui vient de sortir un n° spécial : *Les essais nucléaires : Moruroa les contrevérités et le droit de savoir*, il est une belle cohorte de militants et de professionnels qui se sont donné pour devise : « *Résister* », comme dirait Marie Durand dans sa tour de Constance. Oui, résister et objecter à l'atome en général et à sa fille naturelle, la bombe atomique, « *ce monstrueux produit de la copulation de la haute physique et de l'art militaire* » (Jean Rostand). ▲

NOUVEAU

Observatoire des transferts d'armements

Rapport 1995

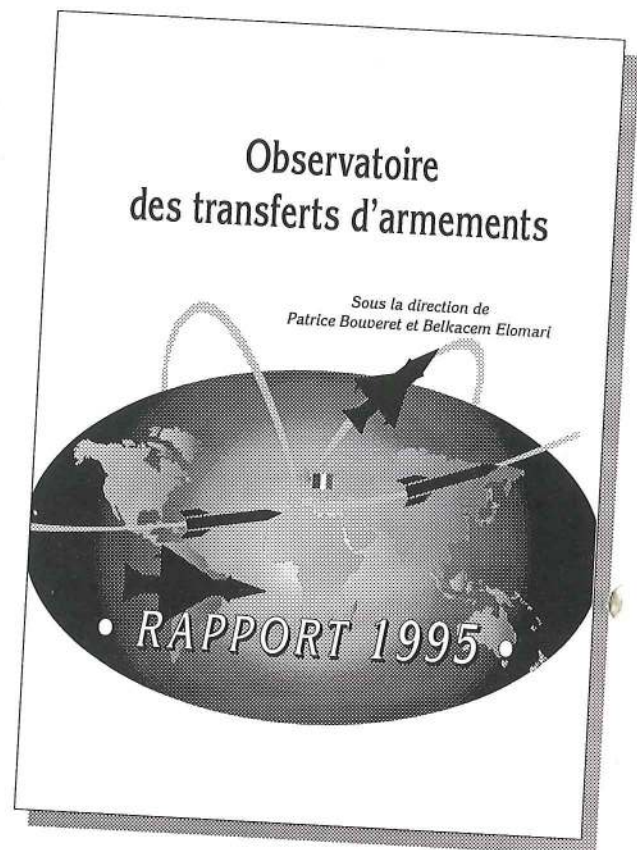
Créé en octobre 1994, l'Observatoire des transferts d'armements diffuse actuellement la première édition de son rapport annuel. Il a été rendu public, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à Lyon, le 7 novembre dernier, veille du débat budgétaire sur les crédits militaires à l'Assemblée nationale.

Ce rapport comprend trois grandes parties :

1°) Une présentation et analyse des transferts d'armements de la France.

2°) Un tour du monde des 64 États clients de l'industrie d'armements française durant l'année 1994.

3°) Un dossier sur le contrôle des transferts d'armes au sein de l'Union européenne, à l'heure où s'ouvrent les travaux préparatoires de la Conférence intergouvernementale de 1996 pour la redynamisation du traité de Maastricht et notamment de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Un ouvrage unique en langue française.



La polémique provoquée en août dernier par la publication d'un rapport au Congrès américain plaçant la France au premier rang des vendeurs d'armes aux pays du tiers-monde — position qualifiée de « malhonnête » par le gouvernement français —, est venue rappeler — si besoin était — l'opacité qui règne sur ces transferts d'armements.

En effet, de 12,1 milliards de francs selon les données publiées par l'INSEE à partir de sources douanières, aux 63 milliards de francs indiqués par le rapport du Congressional Research Service, en passant par les 31,7 milliards de francs signalés par le ministre de la défense à partir des chiffres établis par la Délégation générale pour l'armement (la DGA) — sans compter l'estimation de 50 milliards du ministère des finances —,

vous pourrez constater, à la lecture de ce rapport, qu'il est difficile de mesurer avec clarté la réalité du commerce des armes de la France...

La publication par l'ONU du Registre international des ventes d'armes pour l'année 1994, le 31 octobre 1995, ajoute encore à la confusion et à l'absence de transparence de informations données sur les ventes d'armes par la France.

La différence entre les chiffres s'explique bien sûr par les enjeux nés de l'accroissement de la concurrence sur le marché international des armes, comme conséquence de la régression des dépenses militaires au niveau mondial depuis le début des années 1990. Elle s'explique également, au niveau français, par l'importance des exportations d'armes pour le développement des industries de l'armement...

Car, si dès le lendemain de la chute du Mur de Berlin, les pays occidentaux ont commencé à réduire leurs dépenses militaires et leurs achats d'armements, la France, seule, maintenait son budget militaire, reculant devant les décisions à prendre. Des décisions qui aujourd'hui seront d'autant plus lourdes de conséquences au niveau social, comme le souligne le député Galy-Dejean dans un document publié en octobre dernier. En effet il prévoit la disparition de 50 000 emplois dans l'industrie d'armements au cours des deux prochaines années...

Ainsi, le secteur militaire sort de son statut d'exception qui était le sien jusqu'à présent. Un statut d'exception lié à la "nature mortifère" du produit vendu, instrument de l'indépendance et de la souveraineté nationale. Sous les effets conjugués de l'extension du

libéralisme et de la mondialisation, on s'achemine vers une sorte de "banalisation" des industries d'armements qui deviennent ainsi soumises aux contraintes du marché (dérégulation, maîtrise des coûts, recherche d'une plus grande compétitivité...) avec tous les risques que cela comporte, en terme de prolifération, de transferts de technologies... et, *in fine*, d'utilisation comme moyen de régler des conflits.

Mais il faut bien voir que les restructurations en cours ont plus pour objectif de permettre aux industriels de l'armement d'assurer leur pérennité, qu'une remise en cause de l'importance de l'industrie militaire, soulignant ainsi le degré et l'ampleur de l'irréversibilité que le système de production d'armes a provoqués sur l'économie et la société française. D'ailleurs, à ce propos, il ne faudrait pas que le chantage à l'emploi, si souvent invoqué, ne devienne le seul argument justifiant les ventes d'armes à tel ou tel pays...

Si l'opinion publique ne se fait pas entendre comme acteur stratégique et laisse ce rôle aux seuls acteurs industriels et institutionnels, la logique marchande qui prédomine actuellement sur le marché international des armements, au détriment d'une logique politique, deviendra un vecteur majeur d'instabilité stratégique pour demain au niveau international.

Tel est l'enjeu de ce rapport : permettre à la société civile, aux mouvements syndical, associatif, etc., de s'approprier les éléments du dossier et permettre l'émergence d'un débat hors des cercles restreints dans lequel il se déroule actuellement. Ainsi la société civile pourra exercer le réel contrôle qui devrait être le sien, sur les activités militaires de la France.

P. Bouveret

Rapport 1995

Observatoire des transferts d'armements

sous la direction de Patrice Bouveret et Belkacem Elomari
Lyon, CDRPC, 256 pages
120 F. + 16 F. de port

Première journée
d'étude de *Damoclès*
Samedi 3 février 1996
de 10 h à 18 h à Paris

LA DISSUASION NUCLÉAIRE A-T-ELLE ENCORE UN AVENIR ?

10 h à 13 h :

Quelle place pour la stratégie de la dissuasion dans le nouvel environnement mondial ?

15 h à 18 h :

Comment sortir du nucléaire militaire ?

*Retenez dès aujourd'hui cette date
La liste des intervenants et le lieu précis
vous seront communiqués ultérieurement*

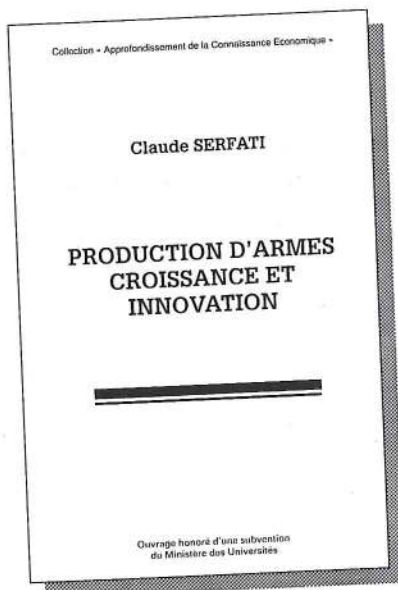
POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE :

Damoclès c/o CDRPC
BP 1027 - 69201 Lyon cedex 01
Tél. 78 36 93 03 • Fax 78 36 36 83



BONNES FEUILLES

Production d'armes, croissance et innovation



Dans cet ouvrage, Claude Serfati cherche à cerner les effets de la production d'armes sur l'économie en France. Un travail d'autant plus utile et important que les recherches en la matière sont peu nombreuses.

Après avoir fourni des éléments de réflexion sur le traitement des dépenses militaires dans les grands courants de la pensée économique, l'auteur analyse l'impact de la production d'armes sur l'accumulation du capital, sur le système productif et d'innovation de la France. Il s'appuie pour cela sur la notion de « méso-système de l'armement ». C'est-à-dire les modalités d'organisation et l'ensemble des relations — marchandes et non marchandes — entre les différents acteurs d'un secteur, en l'occurrence : la DGA, les arsenaux,

les grands groupes nationalisés ou privés et l'ensemble des sous-traitants PMI/PME. Claude Serfati analyse en quoi la production d'armes se développe selon une dynamique propre, « très loin des effets d'entraînement » de l'économie souvent attribués aux dépenses militaires...

Les travaux de Claude Serfati permettent de porter un regard plus critique sur les prétendues "retombées" de la recherche-développement du domaine militaire sur les innovations civiles ainsi que sur les technologies duales. En effet, une analyse de la configuration du méso-système de l'armement montre que celui-ci, accaparant le tiers des coûts de R&D, a pour conséquence des « faiblesses importantes dans des champs disciplinaires, dont certains sont aujourd'hui reconnus comme décisifs pour les performances d'une économie nationale ». Trois groupes : Thomson, Dassault et Snecma, sont passés au crible de l'analyse quant au type de relations qui sont nouées entre l'innovation militaire et l'innovation civile. Les réductions d'effectifs, la privatisation des entreprises d'armement et les restructurations sont, selon l'auteur, les mesures opérées actuellement par les acteurs du méso-système de l'armement pour s'adapter aux nouvelles données géostratégiques et ainsi assurer sa pérennité. Une pérennité que l'auteur explique par le fort consensus politique existant « de voir la France tenir son "rang" [qui] repose essentiellement sur le maintien de fortes capacités militaires et une participation au maintien de l'ordre mondial. Un souhait tellement fort qu'il prend le pas sur la plupart des autres considérations ».

Patrice Bouveret

Position centrale de la DGA et pérennité du méso-système

Nous avons expliqué¹ le rôle central de la DGA dans la constitution et la cohésion du méso-système de l'armement. Une des modalités d'adaptation de celui-ci passe par une réorganisation de la DGA. La conjugaison de missions étatiques (responsabilités de la gestion des programmes) et de missions industrielles et d'études (dans les établissements et centres d'essais) a abouti à l'émergence d'un appareil complexe, qui a produit de nombreuses redondances et duplications de moyens, et dont le coût ainsi que l'opacité des modes de gestion interne ont fait l'objet de critiques².

La redéfinition des missions de la DGA, ainsi que sa réorganisation, ont été récemment précisées par décret (9 janvier 1995)³. La DGA demeure le pilier du système de production d'armes, les cinq missions qui lui restent confiées (conduite des programmes, préparation de l'avenir, missions industrielles, expertise et essais, relations internationales) ne laissent pas de doute sur ce point. Ainsi, la DGA a récemment pris un certain nombre de mesures pour tenter de maîtriser la progression des coûts⁴. En effet, selon le *Livre blanc sur la défense*, une augmentation des crédits annuels de 3 % (en francs constants) serait nécessaire pour financer les programmes en cours, alors que l'augmentation des crédits prévue par la loi de programmation militaire (1995/2000) est de 0,5 % par an (et peut-être 1,5 % à partir de 1997). En échange de l'engagement de ne supprimer aucun programme majeur, le gou-

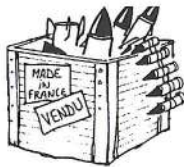
vernement a demandé aux industriels de réduire leur devis de 2 % par an, ce qui déclenche les protestations des chefs d'entreprise⁵. Sans minimiser l'ampleur de ces contraintes pour les groupes, il faut savoir que les "enveloppes" des contrats passés entre la DGA et les entreprises intègrent des marges pour dépassement et que les coefficients d'études libres (accordés aux groupes pour leur permettre de financer des activités de recherche menées de façon discrétionnaire) varient entre 3 % et 8 % du montant des contrats. Ces contraintes ne semblent de toute façon pas altérer de façon radicale le jugement que les dirigeants d'entreprise portent sur l'évolution de leur activité dans les prochaines années [...].

L'examen de l'évolution des dépenses d'équipement d'ici l'an 2000, de la stratégie en matière d'exportations, des restructurations industrielles et du rôle de la DGA réorganisée incite donc à conclure à la pérennité du méso-système de l'armement. Certes, les différentes composantes cherchent à s'adapter, en fonction de leur place respective et celle de la DGA, des groupes, sans parler des PMI qui est évidemment différente. Mais tous sont intéressés à maintenir leur position qui demeure profitable et avantageuse, et compte-tenu de l'importance aujourd'hui reconnue de l'innovation dans les processus et les performances économiques, ceci passe par le contrôle et la captation des ressources consacrées à l'innovation technologique. C'est pourquoi le discours a changé. Il y en effet bien longtemps que les effets d'entraînement macro-économiques des dépenses militaires sur l'économie française ne peuvent plus être invoqués. L'invocation des effets positifs sur l'emploi est en train de s'évanouir au rythme des réductions massives d'effectifs. En revanche, les effets positifs sur les industries civiles produits par la R&D militaire qui ont longtemps figuré dans les discours officiels apparaissent désormais au premier rang des justifications "économiques" de la production d'armes. Ainsi, proclamée « *locomotive du développement industriel* » par le ministre de la défense lors de la présentation de la précédente loi de programmation militaire (1987/91),

l'industrie d'armement a été promue au rôle « *d'entraîneur technologique* » à l'approche de la loi suivante 1995/2000.⁶ Comment justifier ces affirmations, alors que les faits attestent de la faible diffusion de l'innovation dans les industries civiles et du retard accumulé par les technologies lorsqu'elles sont développées pour des besoins militaires ? La recherche d'une solution à ce paradoxe consiste à parler de "technologies duales" dont nous avons montré la fragilité sur le plan méthodologique, mais qui permet néanmoins au ministre de la défense, M. Léotard, d'affirmer que « *l'industrie de la défense [regroupe] l'industrie d'armement, l'aéronautique et l'électronique et est aux 2/3 civiles et à 1/3 militaire* ». Par extension, on pourrait tout autant affirmer que les industries de la mécanique, de la chimie qui produisent des éléments intégrés dans les systèmes d'armes, font partie de l'industrie de défense. En tout état de cause, en l'absence d'organismes civils susceptibles d'impulser la politique technologique (et d'une volonté politique de les créer), la notion de technologies duales peut aisément servir de justification au maintien du rôle central du méso-système de l'armement dans le système national d'innovation. C'est dire que nous partageons le scepticisme des chercheurs qui considèrent que la reconversion des industries d'armement est devenue une tâche quasi impossible à mener à bien, même dans les pays qui décident de diminuer de façon drastique leurs budgets d'équipement⁷. Un véritable programme de reconversion exigerait une remise en cause des choix politiques sur lesquels la production d'armes est fondée, et à voir l'accord réalisé pour accroître le montant des ressources consacrées au développement et à la production d'armes d'ici l'an 2000 et bien au-delà.

Un examen de la situation présente indique que l'interaction de déterminants politiques et économiques qui a fondé le méso-système de l'armement à la fin des années cinquante reste donc très puissante. C'est pourquoi l'hypothèse selon laquelle on serait en train d'assister à un délitement « *du noyau dur du système français de production d'armes* »⁸ nous paraît haute-

ment contestable. Il nous semble, au contraire, nécessaire de s'interroger sur les effets durables sur le système productif de la France induits par la conjonction puissante des forces sociales, économiques et institutionnelles intéressées à la pérennité du méso-système et sur l'ampleur de ces effets créés sur le plan économique, celui sur lequel ce livre s'est essentiellement situé. En effet, Hourcade⁹ observe que les irréversibilités créées dans les industries civiles et qui sont aujourd'hui un phénomène largement reconnu par les économistes, sont d'autant plus fortes lorsque les grands projets techniques ne peuvent être justifiés par le calcul économique. Dans ces conditions, il est clair que celles qui sont produites sur le plan technologique par les objectifs militaires, où aucun calcul économique réel n'existe, sont plus importantes encore. Elles le sont sans doute d'autant plus que les irréversibilités sont socialement produites¹⁰. Or, il faut le redire, la production d'armes, constitue sur le plan économique, un prolongement des fonctions militaires de l'État, c'est dire que les irréversibilités qu'elle crée dans l'économie, le système productif et d'innovation sont non seulement socialement, mais également politiquement produites. Ceci est sans doute accentué en France car une particularité de sa situation — quand on la compare à ce qui existe aux États-Unis et au Royaume-Uni — tient au fait que l'extension du rôle de l'armée a été en quelque sorte "codifiée" dans les institutions et dans la doctrine de la Ve République, qu'elle a non seulement contribué à mettre en place¹¹, mais dont elle est devenue un élément central. Cette position centrale a pu être vérifiée lors de moments importants de l'histoire politique et sociale. Ainsi, J. Doise et M. Vaisse rappellent que « *l'armée apparaît comme l'élément stable de la nation. Elle le démontre à l'occasion des événements de mai 1968, où elle constitue pour le général de Gaulle, sinon le recours, du moins le havre de solidité des institutions* »¹². C'est également vers l'armée et son corps le plus ancien, celui des gendarmes, que F. Mitterrand se tourne, dès son arrivée à l'Élysée et avec le succès que l'on sait, pour constituer une cellule anti-terroriste en laquelle il



puisse avoir pleine confiance.

Comme l'écrit Väyrynen, les fonctions militaires qui sont inhérentes au statut de puissances dominantes ne peuvent être aisément remises en cause, même si celles-ci le voulaient, car cela impliquerait une révision profonde des politiques et doctrines nationales¹³. Le consensus politique existant en France rend de toute façon ce type de révision hautement improbable à court ou moyen terme car le souhait partagé par l'ensemble des forces politiques dominantes de voir la France tenir son "rang" repose essentiellement sur le maintien de fortes capacités militaires et une participation au maintien de l'ordre mondial ("ancien ou nouveau"). Ce souhait est tellement fort qu'il prend le pas sur la plupart des autres considérations ainsi que le montre le rôle dévolu à l'armée française dans un nombre important de ses anciennes colonies africaines comme élément de protection des régimes dictatoriaux¹⁴. L'absence de tout réexa-

men critique de la "politique africaine" de la France, "domaine réservé" des présidents de la République successifs, est du reste un indice de ce consensus. Reposant sur des piliers aussi solides, la production d'armes n'a pas fini de faire sentir ses effets sur l'économie et la société française.

Claude Serfati

Extraits de Production d'armes, croissance et innovation, page 210 à 214.

1) Cf. Cl. Serfati, "Consequences of the Arms Export Crisis in France", dans P. Claesson (éditeur), *Restructuring of Arms Industries in Western Europe*, Sipri et Oxford University Press, 1992, F. Chesnais et Cl. Serfati, *L'armement en France, genèse, ampleur et coût d'une industrie*, Circa/Nathan, Paris, 1992.

2) A. Paecht, *Avis présenté au nom de la*

Commission des finances sur le projet de loi relatif à la loi de programmation militaire pour les années 1995 à 2000, Assemblée nationale, n° 1217, 10/05/1994.

- 3) Décret n° 95-18 du 9 janvier 1995, *Journal officiel de la République française*, 10 janvier 1995.
- 4) Principales mesures : gel sur les trois ans à venir des taux horaires servant de base à l'élaboration générale des coûts, plafonnement à 3 % par an de la clause de révision des contrats passés (au lieu des 4 % prévus), application d'un moratoire sur les modifications de programme. Cf. J. Boyon, *Rapport relatif à la loi de programmation militaire pour les années 1995 à 2000*, Assemblée nationale, n° 1218, 10 mai 1994.
- 5) Cf. A. Schwartzbrod, "Les constructeurs du Rafale refusent les réductions de coûts", *Libération*, 10/01/95.
- 6) Cl. Serfati, "De la "locomotive économique" à "l'entraîneur technologique" : où sont les changements dans l'industrie française d'armement ?", dans R. Penanros (éditeur), *Reconversion des industries d'armement*, La Documentation française, 1995.
- 7) On ne peut bien entendu considérer que les suppressions massives d'emplois qui affectent les industries d'armement en Europe représentent une quelconque forme de "reconversion rampante".
- 8) J.P. Hébert, *Mutations du système français de production d'armement : la fin d'une régulation administrée*, thèse de doctorat, université Pierre Mendès-France de Grenoble 1993.
- 9) J.C. Hourcade, "Calcul économique et construction sociale de l'irréversibilité. Leçons de l'histoire énergétique récente", dans R. Boyer, B. Chavance, O. Godard, *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris éditions de l'EHESS, 1991.
- 10) Cf. Boyer, Chavance, Godard, *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris éditions de l'EHESS, 1991.
- 11) Voir J. Doise et M. Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire, 1871-1971*, Imprimerie nationale, 1987 et Points-Seuils, 1992, pour l'édition de poche.
- 12) J. Doise et M. Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire, 1871-1971*, Points-Seuils, 1992, page 621.
- 13) R. Väyrynen, *Military Industrialization and Economic Development, Theory and Historical Case Studies*, Unidir, Genève, 1992, page 104.
- 14) Cf. sur le cas du Rwanda, le dossier du *Monde diplomatique* de mars 1995, en particulier P. Leymarie, "Un lobby militaro-africaniste". Voir également F.X. Verschave, *Complicité d'un génocide ? La France au Rwanda*, La Découverte, 1994, ainsi que C. Braeckman, "Qui a armé le Rwanda ? Chronique d'une tragédie annoncée", *Dossiers du Grip*, n° 188, 04/94, Bruxelles.

COMPRENDRE «BLUEPEACE» Le meilleur et le pire



Abondamment illustré et accessible à tout esprit curieux, cet ouvrage ouvre la voie vers une meilleure connaissance des Nations unies. Une approche en cinq parties: un rappel des données de base - l'époque de la guerre froide - le rôle et les actions de l'ONU dans le contexte mondial d'aujourd'hui - les relations avec d'autres acteurs internationaux - le débat sur les réformes et les perspectives d'avenir.

Les auteurs: Bernard ADAM - Maurice BERTRAND - André DUMOULIN - Maurice FLORY - Jules GERARD-LIBOIS - Jean-François GUILHAUDIS - André LINARD - Théo LOIR - Jean-Paul MARTHOZ - José Maria MENDILUCE - Patricio NOLASCO - Olivier PAYE - Gérard PRUNIER - Bernard RAVENEL - Eric REMACLE - Filip REYNTJENS - Jean SALMON - Marc SCHMITZ - Dominique VIDAL - Richard WERLY - Layashi YAKER

Un ouvrage de 216 pages, 95 FF.
Diffusion librairie: DIF POP (Paris) Tél.: 1- 40.24.21.31

Bon à retourner au GRIP, accompagné de votre paiement (chèque barré, mandat postal)

Nom, prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Localité: _____ Téléphone: _____

Je commande . . . exemplaire(s) de «L'ONU dans tous ses Etats» (prix: 95FF par exemplaire).

_____ GRIP - 33, rue Van Hoorde B - 1030 Bruxelles _____

Notes de lecture

SIPRI Yearbook 1995

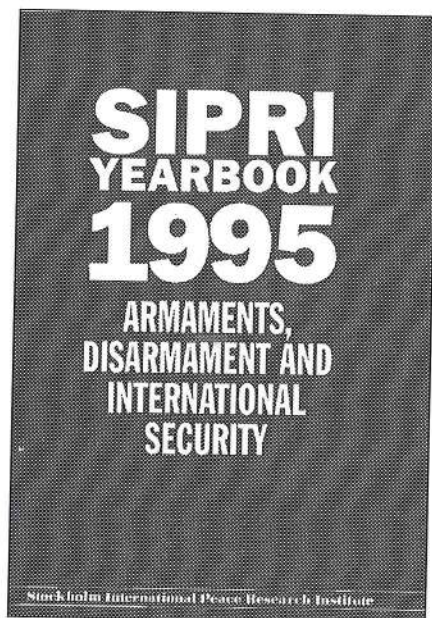
Stockholm International Peace
Research Institute

Oxford University Press,
1995, 920 p.

On ne présente plus cet imposant annuaire de référence sur l'état stratégique de la planète. Outre de longs développements sur les conflits et les problèmes de sécurité, on trouvera des chapitres spécifiques sur "l'état nucléaire" du monde : inventaire des matériaux fissiles et des armes, les traités de désarmement nucléaire, le futur traité d'interdiction totale des essais. Les autres domaines touchant la sécurité encore en suspens — armes chimiques et biologiques notamment — sont également traités tandis que les propositions pour une meilleure prise en compte de la prolifération des armes inhumaines (mines) sont présentées par Jozef Goldblat qui vient de partager le prix Nobel de la paix avec Pugwash.

La surveillance de la production et du commerce des armes constitue une importante part du *SIPRI Yearbook 1995*. C'est véritablement la référence en la matière par la précision de ses données dans un univers où règne l'opacité et le secret. Avec 26 éditions successives, l'Institut de Stockholm voit ses efforts couronnés dans le domaine de la transparence en matière de transferts d'armements. En effet, un relais "officiel" vient d'être pris par le Registre international des ventes d'armes de l'ONU, alimenté par les sources officielles des États et non plus, comme c'est le cas pour l'annuaire du Sipri, par le recoupement de données recueillies par un réseau de chercheurs du monde entier. Dans ce

Les notes de lecture ont été rédigées par **Bruno Barrillot, Patrice Bouveret, Belkacem Elomari, Marcel Guérin, Michel Robert et Frédéric Rollet Manus**



domaine où le contrôle rigoureux constitue un facteur important de la sécurité du monde, les auteurs Sipri relancent sans cesse les améliorations à apporter à la réglementation internationale.

B.B.

La défense en Europe

De la guerre du Golfe
au conflit yougoslave

sous la direction
de **Patrice Buffotot**

Paris, Les études de
La Documentation française,
1995, 215 p., 120 F.

Cet ouvrage est le résultat de l'activité d'un réseau de chercheurs européens constitué depuis 1985 sous le nom d'Observatoire européen de sécurité, intégré au Centre de relations internationales et de stratégie de l'université de Paris I. Il porte sur les années 1991 à 1993, période importante, marquée par l'amorce d'une réorientation des politiques militaires suite aux bouleversements géopolitique (Mur de Berlin, guerre du Golfe...).

La politique de défense de chacun des pays de l'Union européenne est analysée dans la première partie du livre. Et après un rapide tour d'horizon de la politique de défense dans les autres pays européens (Europe centrale et orientale, Suède, Finlande et Norvège), l'évolution des institutions européennes est examinée ainsi que le rôle de l'Otan face à la nouvelle Europe. Dans une dernière partie, malheureusement trop succincte, Éric Remacle et Olivier Paye dressent un bilan de l'Europe face à "l'épreuve du feu" qu'a été pour elle la guerre en ex-Yougoslavie.

P.B.

Nuclear Wastelands

Arjun Makhijani, Howard Hu
et Katherine Yih

Londres, The MIT Press,
1995, 666 p., £ 34,95

Ce livre, une véritable somme, est un guide mondial sur la production des armes nucléaires et leurs effets sur la santé et l'environnement. Il a été rédigé par une commission spéciale de l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) et l'Institut de recherche sur l'énergie et l'environnement (IEER). On y trouvera bien sûr un chapitre pour chacune des puissances nucléaires et les pays du "seuil" nucléaire. Les auteurs considèrent que cinq groupes de personnes sont exposés à des risques pour leur santé et leur environnement du fait des armes nucléaires. Ce sont les employés des installations de fabrication des armes nucléaires, les militaires qui ont participé aux essais atmosphériques, les populations qui vivent près des sites d'armes nucléaires, les personnes sur lesquels des expériences ont été réalisées, les habitants du monde pour les siècles à venir.

Les recommandations des auteurs méritent attention et nous les citons toutes : mettre fin au secret sur les risques que font courir les armes nucléaires à la santé et à l'environnement ; arrêter la production de matériaux fissiles destinés aux armes ; identifier, surveiller et assister les populations à risques ; séparer toutes les têtes nucléaires de leurs "vecteurs" et les stocker dans de bonnes conditions de sûreté ; considérer le plutonium comme un déchet dangereux plutôt qu'une ressource ; porter une attention spéciale et des compensations aux pays ou territoires qui ont subi les conséquences des armes nucléaires ; associer pleinement le public aux décisions concernant la réhabilitation des sites et le traitement des déchets ; mettre en place des standards de radioprotection en tenant compte même des faibles doses ; réexaminer le concept de dissuasion nucléaire en regard des risques pour la santé et l'environnement.

Tout un programme clairement argumenté dans cet ouvrage et qui indique autant de directions à suivre pour sortir enfin du nucléaire militaire.

B.B.

La tentation nucléaire

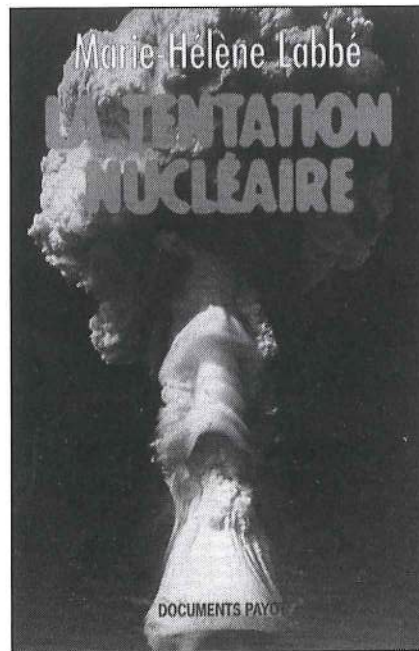
Marie-Hélène Labbé

Paris, Payot, 1995, 340 p., 145 F.

Phénomène emblématique de l'après guerre froide, la prolifération nucléaire représente-t-elle une réelle menace ou sert-elle d'alibi venant substituer à la défunte menace soviétique, les bases d'un nouveau consensus pour la politique de défense américaine ? Telle est la question qui sert de fil conducteur à cet ouvrage. Mais pour Marie-Hélène Labbé il ne s'agit pas tant de défendre une des thèses en cours — soit la tentation apocalyptique, soit l'aveuglement — que de poser toute une série d'interrogations afin de permettre à chacun de se forger sa propre analyse d'un phénomène fort complexe.

Après avoir montré la spécificité de l'arme nucléaire et retracé les aventures nucléaires des différents pays qui se sont ou qui veulent se doter d'une telle arme de « destruction absolue »,

l'auteur dégage quelques-uns des enjeux de la prolifération. Elle rappelle d'abord — ce que l'on a trop tendance à oublier — que les pays nucléaires sont « tous proliférants » et que la lutte contre la prolifération « passe par la prise en compte des raisons de la tentation nucléaire ». Parmi ces raisons, elle souligne le « sentiment d'insécurité » ainsi que « l'autonomie de l'establishment nucléaire par rapport au pouvoir politique ».



Pour Marie-Hélène Labbé, une « déprolifération » ne peut se produire qu'en présence « de lignes directrices claires » : « Seule une coopération politique entre les États est susceptible de relever le défi de ceux, États et réseaux, qui ont cédé à la tentation nucléaire. »

P.B.

Reconversion des industries d'armement Crise, adaptation sectorielle et développement régional

Sous la direction
de Roland de Penanros

Paris, La Documentation française,
1995, 230 p., 114 F.

La reconversion des industries de défense se pose aux différents niveaux de réflexion économique : au

niveau macro-économique (grands équilibres internes des économies), au niveau méso-économique (développement sectoriel et régional) et au niveau micro-économique (adaptation des entreprises à l'environnement).

La reconversion des industries de l'armement est aujourd'hui inéluctable et ressentie comme une nécessité par la plupart des pays industrialisés mais le contexte et les méthodes de traitement de la reconversion diverge d'un pays à l'autre.

En effet, pour que le processus porte ces fruits, une réelle coordination des efforts entrepris dans chaque État s'impose.

Cela passe par la mise en commun l'étude et la comparaison des expériences déjà entreprises. Tel était l'objet du colloque international d'économistes qui s'est tenu à Brest au mois de mai 1994 et dont le thème était « La crise des industries d'armement et le développement régional ».

Les diverses communications présentées à cette occasion sont réunies dans cet ouvrage.

À travers des exemples américain, russe, anglais, allemand et français sont étudiées et comparées les diverses expériences de reconversion des industries d'armement dans le contexte de l'après guerre froide. Les différentes stratégies des firmes, l'attitude des pouvoirs publics, le rôle des complexes militaro-industriels, les conséquences sur les économies des régions concernées sont analysées afin de répondre à la question centrale : comment profiter des dividendes de la paix ?

B.E.

Éthique et violence des armes

Christian Mellon

Paris, Cahiers pour croire aujourd'hui,
Assas Éditions, 1995, 128 p., 48 F.

Ces pages de Christian Mellon sont incisives et entendent remettre les pendules à l'heure sur les relations entre éthique et violence des armes. L'auteur invite à la responsabilité et au discernement, tout en évitant de proposer des réponses moralisantes et de ce

fait inopérantes. « À quoi bon rappeler la nécessité du discours éthique, quand l'actualité montre tous les jours combien les décideurs en font peu de cas... Il est strictement inutile que le Conseil pontifical Justice et Paix publie une remarquable réflexion éthique sur le commerce des armes si les catholiques exerçant des responsabilités dans l'industrie d'armement n'en tiennent pas compte dans les décisions qu'ils prennent, si les citoyens ne mènent pas les combats politiques nécessaires pour faire respecter les principes affirmés dans ce texte. »

B.B.

Surarmement, pouvoirs, démocratie

Andrée Michel

Paris, L'Harmattan, 1995, 390 p., 190 F.

C'est à partir de l'observation des sociétés américaines et françaises qu'Andrée Michel base son étude des relations entre le surarmement et la faillite des systèmes économiques et sociaux, de ces deux pays en particulier, et du monde en général.

Tout commence après le krach de 1929, et la politique de plein emploi prônée par Keynes et mise en pratique par Roosevelt aux États-Unis. Son succès pendant la deuxième guerre mondiale, avec « la coexistence d'une forte demande de consommation et des dépenses militaires considérables », incite les dirigeants d'alors à adopter la théorie du keynesianisme militaire qui est encore en vigueur aujourd'hui : il s'agit d'établir un « système global que les États-Unis domineraient et où les intérêts du business se développeraient. [...] Un réseau de bases militaires américaines [devant] assurer l'ordre économique mondial.

L'auteur veut nous montrer, mais cela n'est pas nouveau, que (presque) tous les maux de ces cinquante dernières années sont imputables à cette théorie et son support, le complexe militaro-industriel : la guerre froide, la domination du tiers-monde, l'impérialisme économique, la manipulation, l'absence de démocratie dans les choix

de défense, bien sûr, mais aussi la ruine économique et sociale, l'insécurité, le sexisme, les pollutions... Mais si en matière économique il est aisé d'adhérer à l'idée que les dépenses militaires grèvent les budgets sociaux (santé, éducation, soutien à l'emploi civil...), la responsabilité entière et systématique de cette politique dans les autres bilans est plus difficile à suivre. Les très (trop ?) nombreuses données chiffrées ne démontrent pas toujours la validité du propos.

La suite est plus percutante avec d'intéressants chapitres sur la démocratie confisquée, le contrôle social et celui aussi des médias, les atteintes à l'environnement, les rapports Nord-Sud, et un thème récurrent, la place des femmes dans cette société militariste : « Les femmes paient le prix le plus élevé des violences militaires » alors qu'« elles sont exclues du pouvoir de décision, étant absentes des grandes instances internationales ou nationales, publiques ou privées, politiques, économiques ou militaires. »

F.R.M.

Guerre dans le Cyberspace

Services secrets et Internet

Jean Guisnel

Paris, La Découverte, 1995, 251 p., 140 F.

Internet, le réseaux des réseaux, né du projet du ministère de la défense américaine (DARPA) — pour satisfaire les besoins militaires des États-Unis, et faire face à la destruction éventuelle des réseaux de communications classiques par des explosions nucléaires —, pénètre partout.

Internet entre brutalement dans nos vies, et tous les services secrets sont mis à rude épreuve; car l'ennemi est omniprésent et impalpable, fuyant et non maîtrisable. 80 % des machines du Pentagone demeureraient vulnérables ! De l'autre côté de l'Atlantique, les sociétés françaises voient dans les réseaux, la voie royale du piratage industriel, même l'enseignement est atteint par la schizophrénie ambiante... L'école en réseaux est envisageable à condition d'en contrôler l'accès, mais

que deviendraient les professeurs si l'institution se dématérialise ?

Cette véritable révolution a déclenché une bataille titanesque dans le cyberspace entre les défenseurs de la liberté de communiquer et les services secrets qui veulent tout contrôler. C'est l'histoire de cette formidable bataille occulte que Jean Guisnel raconte dans ce livre après une enquête de deux années auprès des spécialistes et dans les réseaux eux-mêmes. Ouvrage très intéressant pour tout ceux qui veulent comprendre les rouages de cette formidable révolution virtuelle que sont les autoroutes de l'information et qui vont façonner notre vie future.

B.E.

Au cœur du secret

1 500 jours aux commandes
de la DGSE • 1989/1993

Claude Silberzahn

avec Jean Guisnel

Paris, Fayard, 1995, 330 p., 120 F.

Témoignage du préfet Claude Silberzahn sur son passage à la tête des services secrets. Un livre qui ne fourmille pas d'anecdotes plus ou moins "croustillantes", mais se veut comme une analyse du fonctionnement de la "boutique", de ses moyens et de son adaptation pour « faire face aux défis que, déjà, nous lance le siècle à venir ». À la lecture de cet ouvrage, on se pose la question de quel contrôle le pouvoir politique exerce sur l'activité des services secrets ? Consiste-t-il uniquement dans le limogeage de son directeur quand les remous provoqués par telle action l'obligent à prononcer une sanction ? Ne serait-il pas nécessaire de mettre en place une commission parlementaire qui puisse au moins exercer un contrôle a posteriori des activités des services de renseignements ?

Claude Silberzahn, lui, plaide surtout pour un renforcement « de l'intégration du renseignement dans le processus de décision », car, souligne-t-il, « il faut constater que parmi toutes les grandes nations démocratiques, c'est en France qu'elle s'effectue dans les plus mauvaises conditions ».

P.B.



J'accuse l'ONU

Zlatko Dizdarevic et Gigi Riva

Paris, Calmann-Lévy, 1995, 213 p., 92 F.

Casque bleu pour rien

Commandant Franchet

Paris, Jean-Claude Lattès, 1995,
143 p., 79 F.

Deux bilans, arrêtés à la fin de 1994 — après 3 ans de missions de maintien de la paix — de l'action de l'ONU et de la Forpronu en Bosnie.

Le premier est sans nuance : éditorialiste du dernier quotidien libre de Sarajevo, Dizdarevic dresse un réquisitoire contre l'organisation internationale, son secrétaire général et ses acteurs de terrain, le japonais Akashi, les généraux Morillon et Michaël Rose. Tous sont accusés d'avoir trahi la cause bosniaque et d'avoir servi au profit des généraux serbes les positions acquises, participant à la destruction du système de valeurs internationales représenté par les Nations unies. Le meurtre de Hakiya Turajlic dans un blindé de l'ONU en janvier 1993, la farce de l'ultimatum en février 1994, les attaques serbes contre Gorazde et l'annulation du voyage de Jean-Paul II à Sarajevo relèvent donc tous de cette interprétation.

Une toute autre vision ressort du témoignage de terrain du commandant Franchet sous-titré *Ce que j'ai vraiment vu en Bosnie* dont l'éditeur a abusivement retiré le point d'interrogation qui devrait accompagner le titre principal ! L'officier français dont c'est un pseudonyme a servi à Sarajevo et dans la région de Bihac au cours de ces années ; il met en évidence la manipulation permanente des événements par chacun des camps en présence et par les médias ; il rétablit les conditions de l'assassinat de Turajlic « après le montage bâclé » d'un transport de personnalité, sans autorisation, sans escorte, sans informations des autorités normalement chargées de le protéger, "événement" tristement exemplaire de la complexité d'un conflit aux réalités quotidiennes sans cesse mouvantes, il retrace l'histoire de la poche de Bihac et de son potentat local Adjić, dit l'importance des trafics de nuit (armes américaines y compris) succédant aux affirmations

du jour... S'interrogeant sur le sens de la mission de la Forpronu, sur les faiblesses doctrinales de l'ONU et son absence d'objectifs clairs, il insiste sur le rôle trop souvent occulté des casques bleus dans l'action humanitaire, concluant sur le nouveau désordre mondial dont la France risque d'être le grand perdant, le jeu trouble des États-Unis ne pouvant que satisfaire les partisans d'une guerre à outrance. Une réflexion que les événements de 1995 ne peuvent qu'inviter à prolonger.

M.R.

L'ONU dans tous ses états

**Son histoire, les principes
et les faits, les nouveaux défis,
quelles réformes ?**

Grip

Bruxelles, Grip, 203 p., 95 F.

Plus de vingt auteurs (universitaires, anciens fonctionnaires de l'ONU, experts, journalistes...), ont participé à cet ouvrage qui paraît opportunément au moment où l'on célèbre le cinquantième de l'Organisation internationale.

La première partie est consacrée aux données de base : les origines historiques de l'ONU, les objectifs de la Charte du 20 juin 1945, les principaux organes, les institutions et programmes, ainsi que le rôle de l'ONU dans l'élaboration du droit international, dans la protection des droits de l'homme, sans oublier la progression de la démocratie dans le monde. On trouve ensuite une série d'articles sur les interventions militaires des Nations unies durant les années "bipolaires" (Corée, Congo, Palestine...), puis aujourd'hui face au nouveau "désordre mondial" (guerre du Golfe, Somalie, Rwanda, ex-Yougoslavie...).

Une part importante est faite à l'analyse critique de l'action des grandes puissances au sein du Conseil de sécurité, pour le maintien ou le rétablissement de la paix : plusieurs auteurs relèvent par exemple que le Conseil, au lieu de se donner les moyens d'entreprendre lui-même les opérations militaires sur la base des pouvoirs qui lui sont reconnus par la Charte, se satisfait d'improviser, au gré des circonstances, des expéditions

de casques bleus plus ou moins efficaces, ou « d'autoriser » les gouvernements des États « à user de tous les moyens nécessaires », donc de leurs propres forces armées, pour l'exécution des résolutions du Conseil. Outre le risque de faire endosser par l'ONU la légitimation d'une guerre entre États, cette dernière méthode a principalement pour résultat de conférer au président des États-Unis, dont la puissance militaire est prépondérante, le rôle exorbitant de gendarme du monde.

Le chapitre consacré au désarmement est également critique à l'égard des Nations unies. L'auteur constate que malgré l'intense activité de l'Assemblée générale, l'essentiel a été accompli en dehors de l'ONU, grâce à des ententes bilatérales entre les deux Grands (Salt 1, Start 1 et 2) et à des négociations régionales. En outre, le Conseil de sécurité, qui a, selon la Charte, la charge d'élaborer des plans, afin que ne soit « détourné vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde » (article 26) a été dépouillé de tous les moyens d'assurer cette fonction (mise en sommeil du Comité d'état-major).

En ce qui concerne le développement économique et social, l'auteur de l'article estime que c'est un échec au regard des objectifs fixés par la Charte : relèvement des niveaux de vie, plein emploi, conditions de progrès, coopération internationale dans les domaines de la santé publique, de l'éducation... Malgré le rôle prééminent dévolu par la Charte au Conseil économique et social et l'activité de ses multiples organisations, aux statuts aussi divers que leur mode d'action (Pnud, Unicef, HCR, Cnuccd, etc.), les succès remportés par ces organisations ne sont que ponctuels et les résultats sont globalement très insuffisants par rapport à l'immensité des besoins.

Après une étude relative aux relations de l'ONU avec les autres acteurs mondiaux, notamment les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne, suit l'indispensable débat sur les réformes et les perspectives d'avenir face aux nouveaux défis. Les éléments de la question essentielle sont posés : dans quelle mesure le dysfonctionnement de tel ou tel organe des Nations unies

vient-il du manque de volonté politique des gouvernements d'appliquer toutes les dispositions prévues par la Charte, ou de l'inadéquation de certaines dispositions aux réalités géopolitiques actuelles ?

Marcel Guérin

ONU contre ONU

Le droit international confisqué

Olivier Russbach

Paris, La Découverte/Essais, 1995, 310 p., 150 F.

« L'ONU en déroute n'est pas l'ONU. C'est la politique des États — et précisément leur confiscation de l'ONU — qui empêche l'organisation de donner tant bien que mal, ce qu'elle pourrait donner ».

Au travers de cet ouvrage, Olivier Russbach nous propose une réflexion sur l'ONU et le droit international qui dépasse la simple réaction sur la prétendue "faillite" ou "impuissance de l'organisation internationale à remplir la mission pour laquelle elle a été créée. L'auteur, s'appuyant sur une expérience vieille de dix ans au sein de l'association européenne *Droit contre raison d'État*, il nous invite en tant que citoyens ou membres d'associations diverses, à nous réapproprier le droit international, à le faire évoluer en nous appuyant sur le droit déjà présent et à ne pas tomber dans ce piège « qui tend à faire de la création de droit nouveau [cf. la médiatisation d'un "droit d'ingérence"] le meilleur alibi de la non-application du droit existant ». Un livre qui permet également de remettre quelques pendules à l'heure sur la place et la responsabilité spécifique de chacun des acteurs, médias, juristes et... politiques.

P.B.

L'état du monde 1996

Paris, La Découverte, 1995, 708 p., 159 F.

Rapport mondial sur le développement humain Programme des Nations unies pour le développement

Paris, Economica, 1995, 253 p., 150 F.

Les relations internationales

Charles Zorgbibe

Paris, PUF, 1994, 619 p., 198 F.

Trois ouvrages de référence devenus classiques pour la connaissance et l'analyse de l'état de la planète.

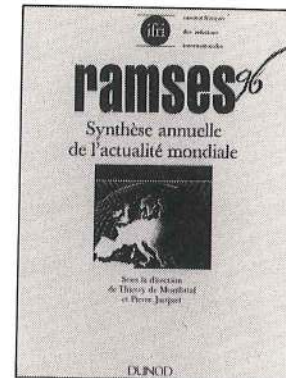
Avec sa 15^e édition l'annuaire économique et géopolitique mondial de l'état du monde modifie l'organisation de ses grandes rubriques : la présentation du bilan annuel des États et des ensembles géopolitiques est désormais précédée d'une première partie où sont exposés les problèmes du monde en mutation avec successivement enjeux et débats, conflits et tensions, questions économiques. On y trouvera le point des négociations sur le désarmement comme de la nouvelle donne de la prolifération nucléaire à l'heure du TNP ; plusieurs entrées sur la condition féminine à la veille de la conférence mondiale de Pékin.

C'est précisément sur la révolution de l'égalité entre les sexes qu'est centré le 6^e rapport sur le développement humain publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : analyse et mesure des inégalités, évaluation et valorisation du travail des femmes, stratégies vers l'égalité des sexes précédant de précieux tableaux statistiques sur la situation des femmes et les disparités. Comme d'habitude d'autres tableaux sur les indicateurs du développement humain offrent une mine de renseignements sur les classements des États et les évolutions, ceux sur les déséquilibres entre dépenses militaires et emploi des ressources sont particulièrement intéressants.

Le manuel de Charles Zorgbibe a lui près de 20 ans d'existence : sa 5^e édition est une mise à jour plus ou moins bien faite pour dégager les caractéristiques des nouvelles relations internationales après le tournant des années 1989-1991. D'Hiroshima à Sarajevo on peut suivre les acteurs du jeu international — États, organisations internationales, puissances transnationales d'opinion ou de pouvoir privé —, le déroulement des grands affrontements de la guerre froide à l'actuelle redistribution des forces, les conditions de la paix mondiale (par le désarmement ? par la convergence ?

par un nouvel ordre économique ?) et la réunification du système international dans un climat d'incertitude lié à la prolifération des armes de haute technologie dans le tiers-monde, à la recherche d'une nouvelle "architecture" en Europe, en Asie comme dans l'Afrique marginalisée.

M.R.



Ramsès 96 Synthèse annuelle de l'actualité mondiale

sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet

Paris, IFRI-Dunod, 1995, 416 p., 196 F.

Nous connaissons bien cet ouvrage de base réalisé chaque année par l'Institut français des relations internationales. Le cinquantième anniversaire des Nations unies permet aux auteurs de regrouper une actualité stratégique abondante : non-prolifération, transferts d'armements et rôle des organisations internationales et de faire le point (à fin juillet 1995) des conflits en cours dans le monde. Avant la Conférence intergouvernementale de 1996 qui doit mobiliser l'Union européenne, le *Ramsès* fait le tour politique, économique, institutionnel et diplomatique des Quinze. On trouvera notamment des développements sur les enjeux, limites et réformes de la "politique étrangère et de sécurité commune".

Ramsès c'est en outre une annexe statistique économique, des cartes, graphiques, encarts et tableaux complétés par un index très utile.

B.B.

À lire également : *Agir pour l'Europe. Les relations franco-allemandes dans l'après-guerre froide*, Travaux et recherches de l'IFRI, Paris, IFRI-Dunod, 1995, 372 p.



**Un Algérien s'adresse
aux Français ou l'histoire
de l'Algérie par les textes
(1943-1961)**

Jean El-Mouhoub Amrouche

Paris, Awal/L'Harmattan,
1994, 380 p., 210 F.

Le syndrome algérien

Bertrand Benoît

Paris, L'Harmattan, 1995, 192 p., 110 F.

Il s'agit pour ces deux livres de dire et d'analyser les relations France-Algérie en période de crise : celle de l'accession à l'indépendance pour Amrouche, celle de la crise actuelle du régime algérien (d'octobre 1988 à janvier 1994) pour Benoît. Le contraste est saisissant.

L'ouvrage d'Amrouche est un témoignage exceptionnel sur la possibilité de faire vivre le dialogue entre Algérie et France surtout quand il est difficile et douloureux. Jean El-Mouhoub Amrouche (1906-1962), mort quelques semaines avant l'indépendance de son pays, a en effet défendu publiquement au nom de sa double culture de poète kabyle et de journaliste français la cause de l'indépendance de l'Algérie pendant toute la période de la guerre.

Les textes ici rassemblés — soit une soixantaine d'articles écrits de 1945 — où la répression des émeutes de mai le convainc de l'impossibilité de l'assimilation — à 1955-1961 disent avec force et exigence la condition du colonisé humilié, privé d'identité comme la nécessité du dialogue entre le FLN, l'anticolonialisme incertain de la gauche française et le général de Gaulle dont Amrouche est très tôt persuadé qu'il est seul à même d'ouvrir le chemin de la paix. Même si l'appareil critique de l'ouvrage est insuffisant, les prises de positions parfois répétitives — la longue année 1960 entre autres — c'est une lecture à recommander pour le passé et le présent.

Il n'en va pas de même du texte de Bertrand Benoît — une thèse de sociologie politique pour l'IEP de Paris — dont l'objet n'est pas inintéressant : constater et tenter d'expliquer la non politique algérienne de la France de 1988 à 1994 mais qui aboutit à « en-

foncer des portes ouvertes » à partir de pré-supposés conceptuels qui ont pour seul mérite d'alourdir la démonstration et de rebuter le lecteur. À se demander ce qui a poussé L'Harmattan à publier ce livre.

M.R.

**Le rêve américain
en danger**

Edward N. Luttwak

Paris, Odile Jacob, 1995, 465 p., 180 F.

Expert des questions de défense (*Paradoxe de la stratégie*, 1989) et ancien conseiller du président G. Bush, l'auteur s'interroge sur la capacité des États-Unis à aborder le dernier tournant du XX^e siècle. Il s'inscrit pour lui dans une théorie générale, celle du monde en train de passer de la géostratégie — largement fondée sur l'illusion de la puissance territoriale et militaire — à la géoéconomie que l'illusion statistique contribue à nourrir : quelle place pour les États-Unis, grands vainqueurs de la guerre froide et initiateurs du turbocapitalisme dont la déréglementation, l'accélération des progrès techniques et la mondialisation sont les trois pôles ?

Le pronostic est pessimiste. Une description très vivante du modèle américain illustrée d'exemples savoureux — celui des aventures industrialo-politiques du projet d'avion de combat japonais FSX entre autres — débouche sur « la menace de tiersmondisation » des États-Unis. Responsables de cette crise du modèle, les tenants de l'ultra-libéralisme et ceux qui affaiblissent la culture calviniste au profit d'un individualisme où la consommation ruine les fondements même du capitalisme — le travail et l'épargne — et la cohésion sociale.

Les remèdes à cette dérive sont inspirés de la montée en puissance du Japon et des grands pays d'Europe : refonte d'un enseignement public aux abois, remise à plat de la fiscalité avec pour pièces maîtresses la TVA et l'impôt sur le revenu, une nouvelle politique industrielle orchestrée par un MITI à l'américaine, prise en compte

massive de la recherche-développement comme priorité pour l'armement géoéconomique des États-Unis.

C'est donc une analyse des faiblesses paradoxales de la première puissance du monde que nous livre Luttwak. Peut-être pour influencer sur le grand débat que nécessiterait la prochaine élection présidentielle américaine.

M.R.

**Le déchirement
des nations**

sous la direction
de Jacques Rupnik

Paris, Seuil, 1995, 287 p., 149 F.

Une douzaine de chercheurs et politologues font avec grand sérieux le point sur l'état des nationalismes en cette fin du XX^e siècle. On est loin du schématisme réducteur qui a prévalu sur cette question au tournant des années 90-91.

Entre une introduction sur le réveil des nationalismes et les interprétations qu'il a suscitées, une conclusion à quatre voix (Ernest Gellner, Pierre Hassner, Alain Dieckhoff et Jacques Rupnik) sur les perspectives des nouveaux nationalismes, trois pistes sont explorées. Celle des évolutions contrastées ayant accompagné les racines de la guerre froide : Allemagne réunifiée, Russie privée d'empire, ex-Yougoslavie en proie à la barbarie des pouvoirs ethniques ouvrent le champ de la réflexion. Ensuite, autour de la revendication des régions riches à se séparer d'un état fédéral sont examinées successivement l'évolution de la Belgique, celle du Québec au sein du Canada, la "séparation de velours" entre Tchèques et Slovaques, la mise en cause du système italien par la Ligue du Nord d'Umberto Bossi. L'Asie enfin est prise en compte à travers l'étude du nationalisme arabe en mutation et celle d'un nationalisme indien en proie depuis les années 80 à la dérive ethnique. Olivier Roy dégage l'originalité de situation des nouveaux États d'Asie centrale où le modèle soviétique a créé artificiellement entre 1924 et 1929 des nations où sa marque reste très forte, une fois évacué le

cadre marxiste. La diversité des contributions et l'ouverture des points de vue font donc de ce travail une base pour s'interroger sur l'entrée des nations dans le prochain siècle.

M.R.

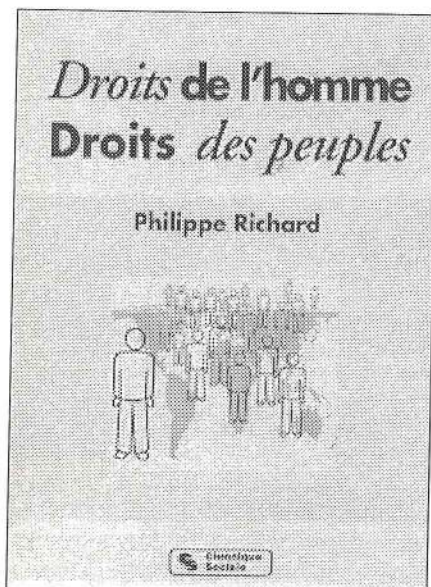
Droits de l'homme Droits des peuples

Philippe Richard

Lyon, La Chronique Sociale (7, rue du Plat, 69002 Lyon), 184 p., 138 F. (port gratuit)

Droits de l'homme et droits des peuples sont deux logiques différentes, mais solidaires l'une de l'autre : ils constituent solidement l'ossature de l'ordre de paix et de justice internationale. Tel est le propos de Philippe Richard, directeur de l'Institut des droits de l'homme de Lyon, qui conjugue dans ce livre sa parfaite connaissance des droits de l'homme en Afrique et sa compétence en droit international.

Au moment où les Nations unies célèbrent leur cinquantième anniversaire, l'auteur rappelle les principes fondamentaux inscrits dans la Charte qui doivent servir à inventer solidement et dans l'équité l'ordre qu'attendent avec impatience les générations futures. Ces principes constituent le « carré magique » du droit des peuples : « *Égalité des nations grandes ou petites, droit d'être préservé du fléau de la guerre, droit à la justice internationale et droit au développement équitable.* »



Mais Philippe Richard ne se borne pas à l'énoncé : il passe en revue des propositions réalistes pour que « *les peuples se réapproprient leurs pouvoirs de souverains* ».

B.B.

L'Europe et l'Afrique

Un siècle d'échanges économiques

Hélène d'Almeida-Topor
et Monique Lakroum

Paris, Armand Colin, 1994, 237 p.

Par deux spécialistes universitaires, la relation de deux continents aux tendances antagonistes : une Europe en voie d'unification, une Afrique aux espaces et aux échanges très compartimentés. Plan chronologique pour passer du repli sur les Empires (1890-1955) au face-à-face Afrique-commerce mondial (1956-1973) débouchant sur un déséquilibre accru des échanges et la marginalisation de l'Afrique (1973-1993). Une pléiade de tableaux et graphiques aide à lire cette interprétation.

M.R.

Quelques nouveaux atlas et documents de base :

Atlas de la Russie et des pays proches

Roger Brunet, Denis Eckert,
Vladimir KolossovParis, Reclus/La Documentation
française, 1995, 208 p., 220 F.

Résultat d'une collaboration entre géographes français du groupe Reclus et de l'Académie des sciences pour la Russie, « *cet atlas offre l'information la plus complète, la plus approfondie et la plus récente qui pouvait être rassemblée sur un ensemble de pays fascinants par la rapidité de leur transformation et l'ampleur des enjeux qu'ils représentent pour l'Europe et pour le monde* ».

Atlas historique du monde méditerranéen

Gérard Chaliand,
Jean-Pierre Rageau

Paris, Payot, 1995, 93 p., 130 F.

Dans la collection des atlas Payot, les deux auteurs retracent ici, l'histoire du monde méditerranéen (chrétiens, juifs et musulmans) en passant par les croisades, la Renaissance, le siège ottoman de Vienne, jusqu'aux événements actuels de l'ex-Yougoslavie.

Atlas de la zone franc en Afrique subsaharienne

Roland Pourtier

Paris, Ministère de la coopération/
La Documentation française,
1995, 112 p., 120 F.

Des données thématiques (monnaie, économie, société) cartographiées sur l'Afrique francophone.

Tableaux de l'économie française 1995-1996

Paris, INSEE, 1995, 200 p., 79 F.

Véritable encyclopédie de poche sur l'état économique et social de la France (territoire et population, société, emploi, économie générale, système productif, échanges extérieurs).

Le Japon 1995

Collectif Sisyphe

Paris, éditions Recherche sur les
civilisations, 1995, 813 p., 190 F.

Véritable somme sur le Japon, réalisée par le Bureau français de la Maison franco-japonaise de Tokyo et l'ambassade de France au Japon. On y trouvera un chapitre sur la défense (budget de la défense japonais : un peu plus de 6 % du budget de l'État...), mais pas un mot dans le paragraphe "l'opinion publique et la défense" ou dans le chapitre sur les relations franco-japonaises sur la massive opposition des Japonais à l'arme et aux essais nucléaires...

B.B.



Livres reçus

De Gaulle où es-tu ?, André Glucksmann, Paris, JC Lattès, 1995, 239 p., 99 F.

Rendez-vous avec l'histoire, Jean Boissonnat, Paris, Calmann-Lévy, 1995, 215 p., 98 F.

Des Françaises d'Algérie dans la guerre de libération, Andrée Dore-Audibert, Paris, Karthala, 1995, 304 p., 150 F.

"1945-1995. Les écrivains et la guerre", *Europe*, revue littéraire, Paris, août-septembre 1995, 254 p., 110 F.

Dieu de colère. Stratégie et puritanisme aux États-Unis, Jean-Paul Mayer, Paris, ADDIM, 1995, 240 p., 120 F.

Les pays d'Europe occidentale. Édition 1995, sous la direction d'Alfred Grosser, Paris, La Documentation française, 1995, 349 p., 120 F.

Stratégies spatiales. Comprendre et maîtriser l'espace, A.S. Bailly, B. Guesnier... Montpellier, Reclus, diffusion La Documentation française, 1995, 216 p., 100 F.

Les conflits identitaires, François Thual, Paris, IRIS-Ellipse, 1995, 192 p., 95 F.

The Soviet Nuclear Weapon Legacy, Marco de Andreis & Francesco Calogero, Stockholm, SIPRI, 1995, 130 p., £ 12,95.

L'Afrique subsaharienne en transition, Francis Houart et Rik Coolhaert, Bruxelles, Les Dossiers du GRIP, 1995, 70 p., 50 F.

Répression des crimes de guerre. Espoir ou utopie ?, Olivier Lanotte, Bruxelles, Les Dossiers du GRIP, 1995, 89 p., 60 F.

Le Livre noir de l'Algérie, documents rassemblés par Reporters sans frontières, Paris, 224 p., 80 F.

Regional conflicts. The challenge to US-Russian Co-operation, James E. Goodby, Oxford University Press/SIPRI, 1995, 251 p., £ 30.

L'Islam. Un autre nationalisme ?, Luiza Toscano, Paris, L'Harmattan, 1995, 224 p., 120 F.

L'État-nation et son avenir, sous la direction du Secrétariat général de la défense nationale, Paris, La Documentation française, 1995, 364 p., 130 F.

Economic Sanctions. Panacea or Peacebuilding in a Post-Cold War World ?, David Cortright & George A. Lopez, Boulder, Westview Press, 1995, 231 p.

Témoignages d'insoûmis de l'ex-Yougoslavie. 1994-95, Genève, Comité Paix Genève, 1995, 84 p., (Commande : Chemin des Manons 2c CH - 1218 Gd Saconnex), 40 F.

Rapport 1995, Observatoire international des prisons, Lyon, 1995, 273 p., 75 F.

A travers les revues...

BT2, Bibliothèque de Travail second degré

Publication pour les lycéens des Publications de l'École moderne française. Numéro 278 (juin 95) : Excellent numéro pour tous sur *Le nucléaire : tabous ?* Mensuel 39 F, abonnement un an - 10 n° : 324 F. À commander à PEMF, 06376 Mouans-Sartoux cedex.

L'info CRII-RAD

Revue d'information de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité. Numéro 3 (octobre 95). Dossier essais nucléaires, les mensonges sur Moruroa et le droit de savoir. 30 F, abonnement un an : 160 F. 471 avenue Victor-Hugo, 26000 Valence.

Non-Violence Actualité

Mensuel de la résolution non violente des conflits. Numéro 196 (novembre 95) : Actualité des essais ; la campagne d'Agir ici contre la Coface ; pour un prix Nobel de la paix à Ibrahim Rugova, président clandestin du Kosovo ; une société à réinventer. 20 F, abonnement un an : 210 F. BP. 241, 45202 Montargis cedex.

Bulletins de groupes du MAN

Lyon : *Perspectives non-violente*, numéro 111 (novembre 95) : dossier ex-Yougoslavie. Abonnement un an : 80F. 39 rue Courteline, 69100 Villeurbanne.

Montpellier : *MAN ÔC*, numéro 125 (septembre octobre 95) : dossier ex-Yougoslavie. bimestriel 8 F, abonnement un an - six n° : 40 F. À commander à H. Artières-Pin, 27 rue Gustave, 34000 Montpellier.

Bulletin du CRIDEV

Centre Rennais d'information pour le développement. Numéro 126 (octobre-novembre 95) : La fête des 20 ans. Femmes et hommes dans le monde. Une inégalité universelle. Mensuel 5 F, abonnement un an : 50 F. CRIDEV, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes.

Le Nouvel Afrique-Asie

Numéro 74 (novembre 95) : un important dossier Mali, le scénario tragique du sida en Afrique, les Comores... Mensuel 20 F, abonnement un an : 220 F. 3 rue de Metz, 75010 Paris.

Peuples en marche

Édité par Peuples solidaires et Terre des Hommes France. Numéro 110 (novembre 95) : dossier Madagascar. Mensuel 17 F, abonnement un an : 220 F. - 10 rue Lanterne, 69001 Lyon.

HdD-Histoire de développement

Revue du Ciedel, Centre international d'étude pour le développement local, de l'Université catholique de Lyon. Numéro 30 (octobre 95) : Agriculture et développement, l'ajustement. Trimestriel 30 F, abonnement un an : 95 F. - 30 rue Sainte-Hélène 69002 Lyon.

Diagonales Est-Ouest

Numéro 36 (octobre 95) : Le populisme et la tentation autoritaire. Mensuel 30 F, abonnement un an : 260 F. - 8 rue Ferdinand-Rey 69001 Lyon. Supplément **Via Europa**. Été 1995, 50 F : société civile, société civique...

Complétez votre collection de **Damoclès**

— Actes du Colloque : "Défense de l'Europe ou défense européenne" juin 1989 - 92 pages en co-édition avec <i>Alerte atomique</i> (MDPI)	55 F	— La reconversion des industries d'armement n° 54 - juin/septembre 1992 - 36 p.	25 F
— Essais nucléaires : une année décisive & Palestine : le temps de la paix ? n° 42 - janv./fév. 1990 - 36 p.	20 F	— La loi de programmation militaire 92-94 n° 55 - octobre/novembre 1992 - 36 p.	25 F
— Nouvelle donne : le défi de la paix n° 43 - avril/mai 1990 - 36 p.	20 F	— Quelle autonomie stratégique pour la France ? Intervenir ou non en ex-Yougoslavie ? n° 56 - décembre/janvier 1993 - 36 p.	25 F
— Armement nucléaire et chimique : quel contrôle ? n° 44 - juin/août 1990 - 44 p.	20 F	— Quelle ONU, pour quelle Paix ? n° 57 - 2 ^{ème} trimestre 1993 - 52 p.	40 F
— Golfe : le nouveau paysage international & Essais nucléaires : les mécanismes de la désinformation n° 45 - sept./oct. 1990 - 36 p.	20 F	— France-Afrique : Quelle coopération militaire ? n° 58 - 3 ^{ème} trimestre 1993 - 44 p.	40 F
— Témoignages. Essais nucléaires français : des Polynésiens prennent la parole novembre 1990 - 76 pages, en co-édition avec <i>Greenpeace</i>	45 F	— Livre blanc, budget militaire 1994... n° 59 - 4 ^{ème} trimestre 1993 - 52 p.	40 F
— Guerre du Golfe : le prix de la paix n° 46 - nov. 90/janv. 91 - 36 p.	20 F	— Les déchets nucléaires militaires français n° 60 - 1 ^{er} trimestre 1994 - 52 p.	40 F
— Budget 1991, le poids des chiffres n° 47 - fév./mars/avril 1991 - 36 p.	20 F	— L'industrie d'armement n° 61 - 2 ^{ème} trimestre 1994 - 52 p.	40 F
— Médias : l'over-Golfe n° 48/49 - été 1991 - 56 p.	30 F	— Paix et démographie n° 62 - 3 ^{ème} trimestre 1994 - 52 p.	40 F
— La conscription : une institution en retard d'une guerre n° 50 - octobre/novembre 1991 - 36 p.	25 F	— La prolifération en question n° 63 - 4 ^{ème} trimestre 1994 - 52 p.	40 F
— Budget militaire 1992 : la France championne toutes catégories n° 51 - décembre/janvier 1992 - 36 p.	25 F	— Projet de réforme de l'ONU n° 64 - 1 ^{er} trimestre 1995 - 52 p.	40 F
— Nouvelles menaces vieux démons Actes du colloque du 25 mai 1991 octobre 1991 - 48 p.	55 F	— Indonésie : arrêt des ventes d'armes n° 65 - 2 ^{ème} trimestre 1995 - 44 p.	40 F
— Guide des forces nucléaires janvier 1992 - 68 p.	55 F	— Essais nucléaires au rapport... n° 66 - 3 ^{ème} trimestre 1995 - 52 p.	40 F
— Paix et environnement n° 52 - février/mars 1992 - 36 p.	25 F		
— L'Europe des marchands d'armes n° 53 - avril/mai 1992 - 36 p.	25 F		

(Prix indiqués TVA incluse (2,10 %) et port compris)
Les numéros épuisés sont disponibles aux mêmes conditions en photocopie

À commander à : **Damoclès**, BP 1021 69201 Lyon Cedex 01
Chèques à l'ordre du **CDRPC**, CCP Lyon 3305 96 S

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement

4 numéros (un an) :

France : **160 FF**

Europe : **200 FF**

Autres pays : **220 FF**

Étudiants, chômeurs,
tarif réduit : **120 FF**

Soutien à partir de **250 FF**

Abonnements groupés :

3 exemplaires : **450 FF**

5 exemplaires : **650 FF**

TVA (2,10 %) incluse

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Tél.

S'abonne à *Damoclès* à partir du n° :

Chèque à l'ordre du CDRPC, CCP Lyon 3305 96 S

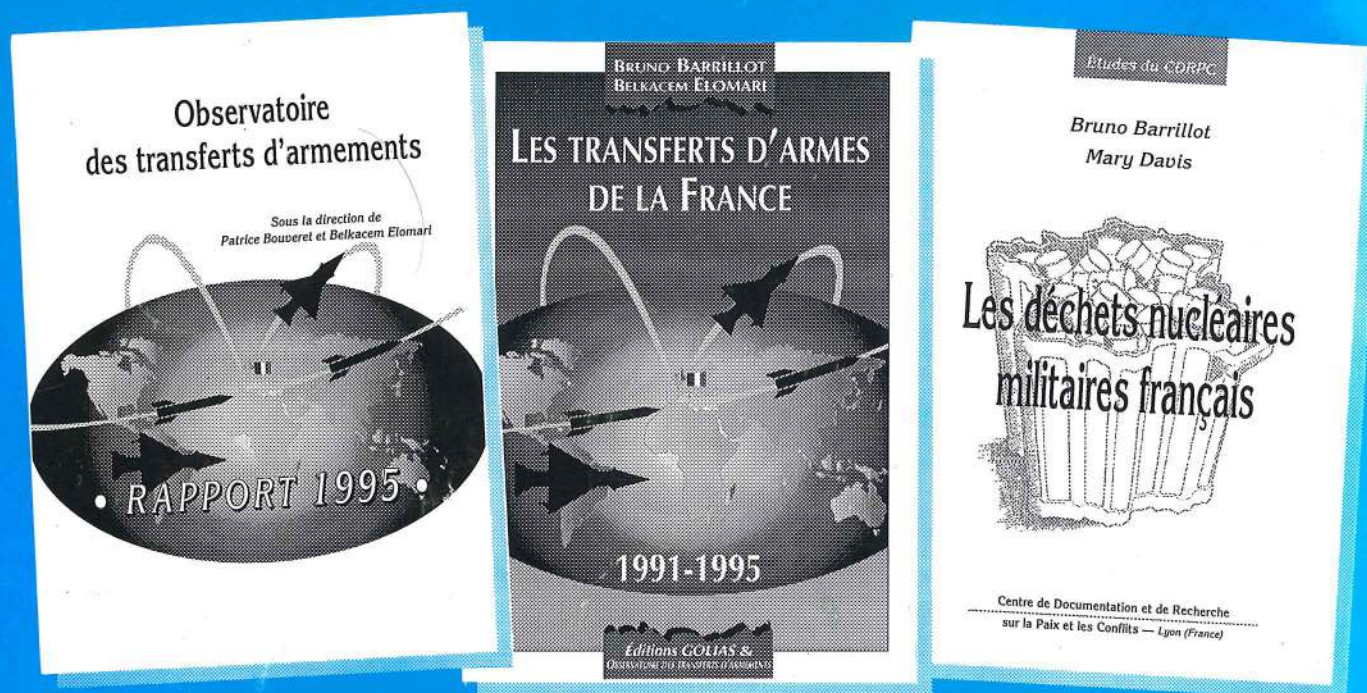
À renvoyer à **Damoclès**, B.P. 1027, 69201 Lyon Cedex 01

Directeur de publication : **Patrice Bouveret** — CPPAP n° 67010 — Imprimé par **Atelier 26** Tél (33) 75 85 51 00

Maquette : CDRPC — Dépôt légal à date de parution

Informier et agir pour la paix

Le CDRPC a pour objectif de diffuser l'information et de participer à des actions de recherche et de formation sur les questions de paix et de guerre, de désarmement et de militarisation. Les études du CDRPC constituent des moyens d'information uniques et indispensables à qui veut comprendre les mécanismes de la militarisation et agir en connaissance de cause pour le désarmement.



Études disponibles

- 1950-1990 Évolution des ventes d'armes, mars 1991, 62 p. 60 F. (port compris)
- Vers un contrôle démocratique des ventes d'armes : analyse & propositions, mai 1991, 51 p. 60 F. (port compris)
- Fabrication des armes nucléaires en France, septembre 1991, 74 p. 70 F. (port compris)
- Les relations militaires de la France avec les pays en développement octobre 1993, 80 p. 100 F. (port compris)
- Les déchets nucléaires militaires français, février 1994, 384 p. 175 F. (port compris)
- Les coûts cachés du programme Triomphant, mai 1994, 38 p. 50 F. (port compris)
- Les transferts d'armes de la France, mars 1995, 128 p. 100 F. (port compris)
- Observatoire des transferts d'armements : Rapport 1995, novembre 1995, 256 p. 136 F. (port compris)

Des dossiers de presse, notamment sur le Traité de non-prolifération, sont également disponibles. Nous consulter.

À commander au CDRPC B.P. 1027 — 69201 Lyon Cedex 01
Chèques à l'ordre du CDRPC : CCP Lyon 3305 96 5